

DÉPARTEMENT DE LA MARNE

ENQUÊTE PUBLIQUE

du 15 juin 2015 au 15 juillet 2015

RELATIVE A

**UNE DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE PRÉSENTÉE PAR LA S.A.
POLYCLINIQUE COURLANCY POUR L'ÉDIFICATION, SUR LE TERRITOIRE DE
LA COMMUNE DE BEZANNES DANS LA ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ,
D'UN ENSEMBLE DE CONSTRUCTIONS A USAGE DE POLYCLINIQUE**

RAPPORT ET CONCLUSIONS MOTIVÉES

DU

COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Commissaire enquêteur : M. Thierry MALVAUX

SOMMAIRE

1^{ère} PARTIE

RAPPORT D'ENQUÊTE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

1. GÉNÉRALITÉS

1.1. Préambule

1.1.1. Le projet de polyclinique Courlancy Bezannes

1.1.2. Le Groupe Courlancy

1.1.3. La commune de Bezannes

1.2. Objet de l'enquête publique

1.3. Cadre juridique de l'enquête publique

1.4. Nature et caractéristiques du projet

1.4.1. Justification du projet et description

1.4.1.1. Justification du projet

1.4.1.2. Description du projet

1.4.2. Etude d'impact

1.4.2.1. Les zones d'étude

1.4.2.2. L'état initial / Synthèse des enjeux

1.4.2.3. Les principes d'assainissement et d'adduction d'eau

1.4.2.4. Les impacts du projet

1.4.2.5. La compatibilité du projet avec les documents de planification

1.4.2.6. Les effets cumulés et les mesures associées

1.4.2.7. Les sites NATURA 2000

1.4.2.8. Evaluation et modalités de suivi des mesures

1.4.3. Avis de l'autorité administrative compétente en matière d'environnement et réponse du Groupe Courlancy aux observations formulées

1.4.4. Avis des autres services consultés

1.5. Composition du dossier d'enquête publique

1.5.1. Documents complémentaires demandés par le commissaire enquêteur et mis à la disposition du public pendant l'enquête

1.5.2. Analyse du dossier d'enquête publique par le commissaire enquêteur

2. ORGANISATION ET DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

2.1. Désignation du commissaire enquêteur

2.2. Modalités de l'enquête publique

2.2.1. Contacts préalables

2.2.2. Concertation préalable sur les mesures d'organisation de l'enquête envisagées par l'autorité organisatrice de l'enquête (DDT51)

2.2.2.1. Avec le Groupe Courlancy

2.2.2.2. Avec la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Champagne-Ardenne

2.2.2.3. Avec la DDT51/ service eau, environnement, préservation des ressources

2.2.2.4. Avec le maire de Bezannes

2.2.3. Visite des lieux du projet

2.2.4. Auditions en cours d'enquête

2.2.5. Réunion en cours d'enquête

2.2.6. Dates, lieu, durée de l'enquête publique

2.2.7. Permanences du commissaire enquêteur

2.2.8. Information effective du public

2.2.8.1. Publicité légale de l'enquête publique dans la presse

2.2.8.2. Publicité légale de l'enquête publique par voie d'affichage

2.2.8.3. Publicité de l'enquête publique par Internet

2.2.8.4. Autres actions d'information du public

2.3. Incidents relevés au cours de l'enquête publique

2.4. Climat de l'enquête publique

2.5. Clôture de l'enquête publique et modalités de transfert du dossier d'enquête et du registre d'enquête

2.6. Relation comptable des visites et observations

2.7. Notification du procès-verbal de synthèse et mémoire en réponse

3. ANALYSE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

4. THÈMES ABORDÉS PAR LE COMMISSAIRE ENQUETEUR ET ANALYSE DES RÉPONSES DU GROUPE COURLANCY

5. APPRÉCIATION GLOBALE DU PROJET DE POLYCLINIQUE

2^{ème} PARTIE

CONCLUSIONS MOTIVÉES DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

1. PRÉAMBULE
2. RESUMÉ DU PROJET DE POLYCLINIQUE
3. AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR SUR LE DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE
4. AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR SUR L'ÉTUDE D'IMPACT
 - 4.1. Avis du commissaire enquêteur sur la crédibilité de l'état initial de l'environnement du projet
 - 4.2. Avis du commissaire enquêteur sur l'ampleur des effets du projet et de ses conséquences environnementales et de santé
 - 4.3. Avis du commissaire enquêteur sur les mesures permettant de supprimer tout impact sur l'environnement et sur les modalités de suivi de ses mesures
5. APPRÉCIATIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR SUR LES AVIS DES SERVICES CONSULTÉS
6. SYNTHÈSE DES APPRÉCIATIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR SUR LES OBSERVATIONS DU PUBLIC
7. CONCLUSIONS PERSONNELLES, MOTIVÉES ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR
 - 7.1. Avantages, inconvénients et analyse bilancielle du projet de polyclinique
 - 7.1.1. Avantages du projet de polyclinique
 - 7.1.2. Inconvénients du projet de polyclinique
 - 7.1.3. Bilan des avantages et des inconvénients du projet de polyclinique
 - 7.2. Avis du commissaire enquêteur

ANNEXES

Annexe 1 : PRESENTATION TECHNIQUE DU PROJET

Annexe 2 : LETTRE DE REIMS METROPOLE RELATIVE A L'ACCESSIBILITÉ DU PROJET DE POLYCLINIQUE A BEZANNES

Annexe 3 : CODE DE L'ENVIRONNEMENT/ Etudes d'impact des projets de travaux, d'ouvrages et d'aménagements/ Article L122-1-2

Annexe 4 : CODE DE L'ENVIRONNEMENT/ Contenu de l'étude d'impact/ Article R. 122-4

Annexe 5 : CODE DE L'ENVIRONNEMENT/ Contenu de l'étude d'impact/ Article R122-5

Annexe 6 : LES IMPACTS DU PROJET / MODALITÉS DE SUIVI

PIÈCES JOINTES

La liste des pièces jointes figure en dernière page.

1^{ère} PARTIE

RAPPORT D'ENQUÊTE DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

1. GÉNÉRALITÉS

1.1. Préambule

1.1.1. Le projet de polyclinique Courlancy Bezannes

Le Groupe Courlancy projette la construction d'une polyclinique sur une parcelle de 8,6 hectares située sur la zone d'aménagement concerté (ZAC) de la commune de Bezannes.

Le projet de polyclinique sur la ZAC de Bezannes



Selon les propos de son Président, le Dr Jean-Louis Desphieux, « *cette nouvelle polyclinique a pour ambition de devenir un établissement à la pointe de la technologie, capable de s'adapter en permanence aux nouvelles technologies et à la médecine de demain. Une clinique humaine, chaleureuse et accueillante, avec une offre de soins plus cohérente. Ce sera aussi une clinique verte, qui s'inscrit dans une démarche de haute qualité environnementale* ».

A l'été 2011, ce projet a fait l'objet d'un concours d'architecte. Trois équipes ont été consultées. L'architecte Jean-Michel Jacquet et le bureau d'études spécialisé SETRHI-SETAE ont été retenus. Cet établissement de soins regroupera les services suivants :

- des zones accueil /administration/ locaux du personnel ;
- un service d'urgence ;
- un laboratoire biologique ;
- un laboratoire PMA ;
- un service de médecine nucléaire ;
- des zones de consultation externe ;
- un service d'imagerie (radiologie conventionnelle, IRM, Scanner) ;
- des zones d'hébergement (ambulatoire, médecine, chirurgie, maternité, soins continus et réanimation) ;
- bloc opérationnel et bloc obstétrical ;
- des zones logistiques : service mortuaire, pharmacie, stérilisation, maintenance, restauration, archives, etc ... ;

- zones cuisines (préparation des repas des patients) ;
- une barre technique abritera :
 - ✓ la centrale groupe électrogène,
 - ✓ des transformateurs et des tableaux électriques,
 - ✓ des locaux déchets,
 - ✓ la plateforme fluides médicaux (les centrales d'oxygène médicale, d'air médical, de protoxyde d'azote et le stockage d'azote).

Nota : la citerne fioul sera enterrée à proximité du bâtiment technique.

Le choix de Bezannes, près de la gare TGV et TER, n'est pas neutre. Il s'agit pour la nouvelle polyclinique de capter la clientèle du bassin de l'Est parisien.

Le financement total de 140M€ (construction et équipements), annoncé par le Dr J-L Desphieux, est 100% privé. C'est un investissement d'envergure et un chantier hors normes pour l'économie locale et régionale.

Bezannes-Courlancy sera l'une des plus grosses cliniques privées de France et ambitionne de devenir une clinique de référence sur le plan national. Le projet prévoit le transfert de 1100 emplois.

1.1.2. Le Groupe Courlancy

La polyclinique Courlancy a été fondée en 1973 suite à la réunion de plusieurs cliniques rémoises. C'est en 2008 que le Groupe Courlancy s'est constitué en rachetant la SAS Saint-André qui exploitait à Reims les cliniques Saint-André et les Bleuets.

Ce Groupe exploite également quatre polycliniques à Châlons-en-Champagne, Saint-Dizier, Vitry le François et Soissons.

Le Groupe Courlancy est ainsi devenu un des acteurs les plus importants régionalement et nationalement, tant sur le plan économique que sur les soins dispensés.

Le Groupe Courlancy est le seul établissement hospitalier privé présent à Reims.

La S.A. Courlancy est détenue actuellement par plus de 300 médecins qui exercent dans ses établissements et emploie plus de 1100 salariés dans ses cliniques rémoises.

Son chiffre d'affaires 2013 a été de 157 M€.

1.1.3. La commune de Bezannes

La commune de Bezannes (1533 habitants / Source INSEE, population totale au 1^{er} janvier 2015) se situe aux franges Sud-Ouest de la ville de Reims.

C'est une commune en forte croissance depuis la création de la gare Champagne-Ardenne TGV, nouvelle porte d'entrée de l'agglomération rémoise et carrefour de communication vers 20 grandes villes de France.

L'accueil d'une gare TGV, le développement d'une ZAC de 172 hectares, la desserte par le tramway confère au territoire bezannais une situation privilégiée et stratégique d'extension urbaine de l'agglomération rémoise.

La ZAC de Bezannes, appelée aussi Parc d'affaires Reims Bezannes, possède de nombreux atouts :

- une mixité des lieux de vie : 1/3 de logements, 1/3 de locaux professionnels, 1/3 d'espaces verts ;
- des constructions qui respectent l'environnement (bâtiments basse consommation, toitures végétalisées, ...) ;
- l'internet très haut débit grâce à la fibre optique ;
- un carrefour de communication : TGV, liaisons TER, tramway vers le centre-ville, bus et autoroute A4 (Reims sud sortie Epernay).

Bezannes possède également une « zone artisanale » créée dans les années 1980. C'est un territoire de 15 ha réservé essentiellement aux artisans et PME.

Par ailleurs, le schéma de cohérence territoriale (SCoT) de la région rémoise oriente la croissance urbaine vers les franges d'agglomération (ex : la ZAC de Bezannes). Cette stratégie vise à placer les populations dans des conditions optimales de logement, d'emploi, de services sur des territoires desservis par les transports en commun et bénéficiant d'un environnement favorable.

Commentaire du commissaire enquêteur

La commune de Bezannes cumule toutes les conditions pour accueillir la nouvelle polyclinique du Groupe Courlancy.

1.2. Objet de l'enquête publique

Conformément à l'article R.122-2 du Code de l'environnement, ce projet est subordonné à la réalisation d'une étude d'impact et d'une enquête publique.

L'enquête publique a pour but d'informer le public sur ce projet et de recueillir ses observations, postérieurement à l'étude d'impact, afin de permettre à l'autorité compétente de disposer de tous les éléments nécessaires à son information avant sa prise de décision.

Il s'agit donc d'une enquête publique relative à une demande de permis de construire présentée par la S.A. Polyclinique Courlancy pour l'édification, sur le territoire de la commune de Bezannes dans la ZAC, d'un ensemble de constructions à usage de polyclinique.

Conformément à l'article 9 de l'arrêté n° 2015 DIV 09 ENQ d'ouverture d'enquête du 13 mai 2015, l'autorité compétente pour prendre par arrêté les décisions relatives à la demande présentée par la S.A. polyclinique Courlancy est le Maire de Bezannes.

La décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est soit une autorisation simple, soit une autorisation assortie du respect de prescriptions, soit un refus. Le défaut de notification d'une décision expresse dans le délai d'instruction vaut décision implicite de rejet.

1.3. Cadre juridique de l'enquête publique

La présente enquête publique s'inscrit dans le cadre des dispositions :

- du Code de l'environnement et notamment les articles L.122-1, L.123-1 à L.123-19 et R.123-1 à R.123-27 ;
- de la demande de permis de construire n° 051 058 14 J0025 présentée le 30 juillet 2014 par la société S.A. Polyclinique Courlancy, dont le siège est situé 38, rue de Courlancy – 51100 Reims, en vue de l'édification d'un ensemble de constructions à usage de polyclinique dans la zone d'aménagement concerté de Bezannes ;
- de la délibération du 18 novembre 2014 de la commission départementale de la Marne chargée d'établir la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur pour l'année 2015 ;
- de la décision n° E15000085/ 51 du 29 avril 2014 de M. le Vice-président du Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne désignant M. Thierry Malvaux en qualité de commissaire enquêteur titulaire et Mme Ginette Binet en qualité de commissaire enquêteur suppléant ;
- de l'arrêté préfectoral d'ouverture d'une enquête publique n° 2015 DIV 09 ENQ du 13 mai 2015 ;
- du dossier d'enquête publique.

1.4. Nature et caractéristiques du projet

1.4.1. Justification du projet et description

1.4.1.1. Justification du projet

En 2008, lorsque la S.A. Courlancy a racheté la SAS Saint-André, il est apparu que la configuration de l'offre de soins devait évoluer pour disposer d'installations plus efficaces, regrouper des spécialités éclatées et améliorer les conditions d'accueil des patients et des familles.

En 2011, un premier projet s'articulant autour de la construction d'un établissement à Bezannes, de la reconfiguration du site des Bleuets et de la fermeture des sites de Courlancy et Saint-André n'a pas été retenu pour cause de financement infaisable et d'actifs immobiliers difficiles à vendre.

En 2013, un nouveau projet de reconfiguration a été défini avec :

- la conservation de la polyclinique de Courlancy pour assurer toute l'activité MCO de Reims ;
- le dimensionnement de Bezannes revue à la baisse :
 - ✓ 469 lits au lieu de 579 ;
 - ✓ 23 salles de bloc (chirurgie, endoscopie, césariennes) au lieu de 31.

Les principaux partenaires médicaux s'implanteront en parallèle sur le site de Bezannes, pour constituer un véritable pôle de santé : imagerie, radiothérapie, médecine nucléaire, laboratoire de biologie et plus de cent cabinets de consultation.

Ce projet s'inscrit dans le triple objectif :

- **de l'excellence de l'offre de soins rémoise** (regroupement des équipes médicales et des compétences, facilité pour acquérir des équipements de pointe) ;
- **de la maîtrise des dépenses de santé** (gestion optimisée des blocs opératoires, des lits et des places) ;
- **d'un accueil amélioré des patients** (installations modernisées et utilisation de nouvelles technologies).

Le terrain retenu à Bezannes a été choisi essentiellement pour des raisons d'accessibilité (proximité de la gare TGV Champagne-Ardenne, de l'A 4 et aussi d'un arrêt de tramway et de bus) ainsi que pour sa valeur écologique assez faible.

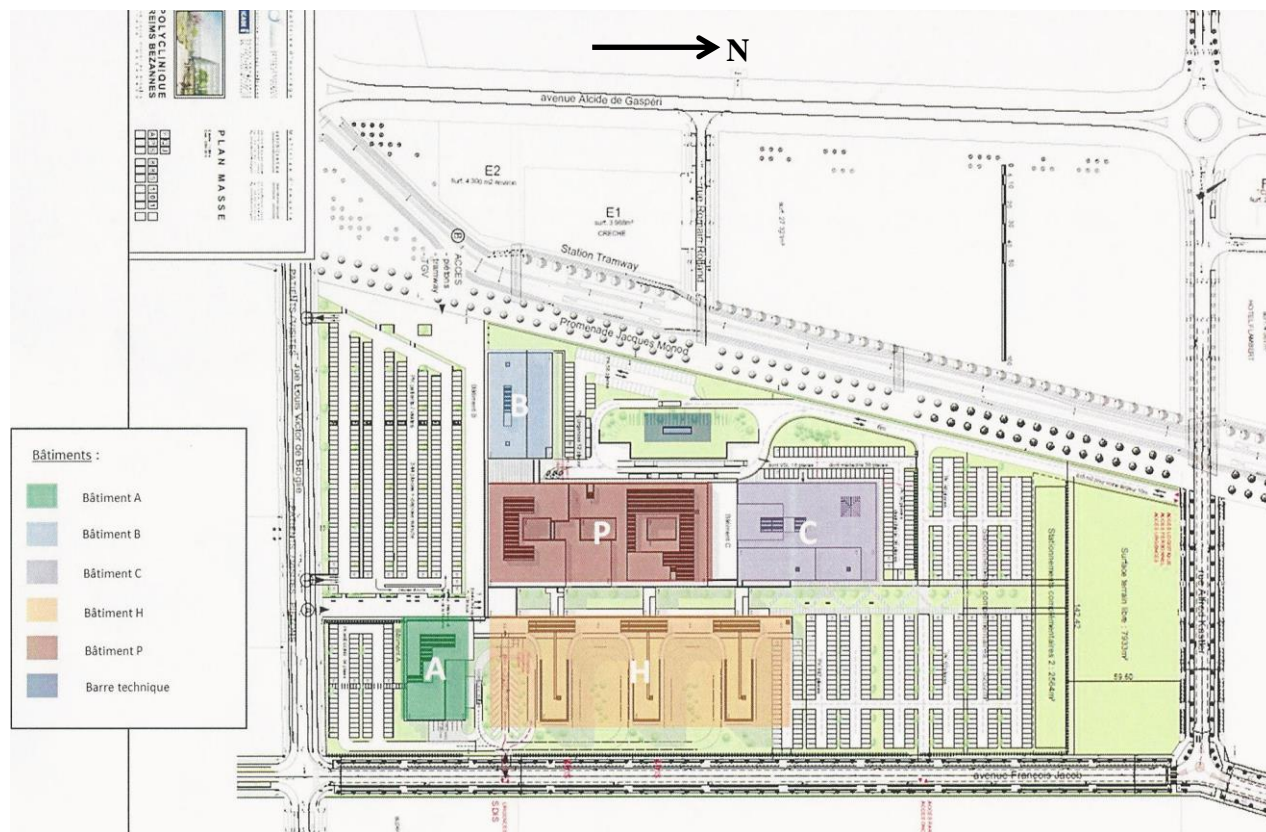
Par ailleurs, M. Belfie (maire de Bezannes) a indiqué au commissaire enquêteur que 7 hectares autour du projet de polyclinique sont réservés pour accueillir des entreprises innovantes du secteur médical.

1.4.1.2. Description du projet

La demande de permis de construire a été déposée auprès de la commune de Bezannes le 30 juillet 2014 et porte le numéro 051 058 14 J0025.

Le projet de pôle de santé occupe une surface totale de 75 707 m² et se décompose en cinq bâtiments (R+3) et une barre technique.

Plan général des travaux



Les composantes sont distribuées autour d'un axe piéton traversant le site du Nord au Sud. Elles comprennent :

- au Sud, face à la gare TGV, l'ensemble des fonctions en interface avec le grand public : accueil admission, maison médicale A et B, imagerie, laboratoire, médecine ambulatoire, médecine nucléaire ;
- à l'Est, face au golf, l'ensemble des hospitalisations ;
- au Nord, les accès urgences, pôles radiothérapie/chimiothérapie et les accès couchés à la médecine nucléaire, l'imagerie traditionnelle, unités lourdes ainsi que les flux logistiques et techniques ;
- à l'Ouest, le plateau technique en R+1 est posé sur un rez-de-chaussée comprenant l'urgence, les imageries, radiothérapie/chimiothérapie et la médecine nucléaire, logistique et le pôle logistique.

Cet axe piéton, à son extrémité, se prolonge par une promenade extérieure dans un parc paysager. Cette promenade préfigure la continuité de cet axe permettant de desservir des extensions possibles, face au golf.

L'architecte rémois Jean-Michel Jacquet a privilégié l'éclairage par la lumière naturelle. Les chambres seront toutes exposées au sud et donneront sur des espaces verts. Le bâtiment s'inscrit dans une démarche de haute qualité environnementale.

Sur l'ensemble du site sont prévues 1169 places de parking dont 300 places pour le personnel et les médecins.

La présentation technique du projet figure en annexe 1.

Le coût général des travaux s'élève à 88 750 000 € HT.

Calendrier du projet

Démarrage travaux :

- bâtiments A, B et clinique : décembre 2015 ;
- bâtiment C : 2^{ème} semestre 2016.

Livraison

- bâtiments A, B et clinique : 1^{er} trimestre 2018 ;
- bâtiment C : 1^{er} trimestre 2018.

1.4.2. Etude d'impact

Ce projet est soumis à une étude d'impact en application de l'article L.122-1 du Code de l'environnement.

L'objectif de l'étude d'impact est d'évaluer les incidences du projet sur l'environnement et sur la santé humaine.

L'étude d'impact est datée de juillet 2014. Elle a été élaborée par la Société internationale d'ingénierie et de conseil en environnement ANTEA GROUP (rédacteurs : Mme Elsa Le Prieur/ Chef de projet en environnement, M. Sylvain Viaud/ Chargé d'études en environnement, M. Julien Delaval/ Chef de projet en environnement).

Cette étude d'impact présente :

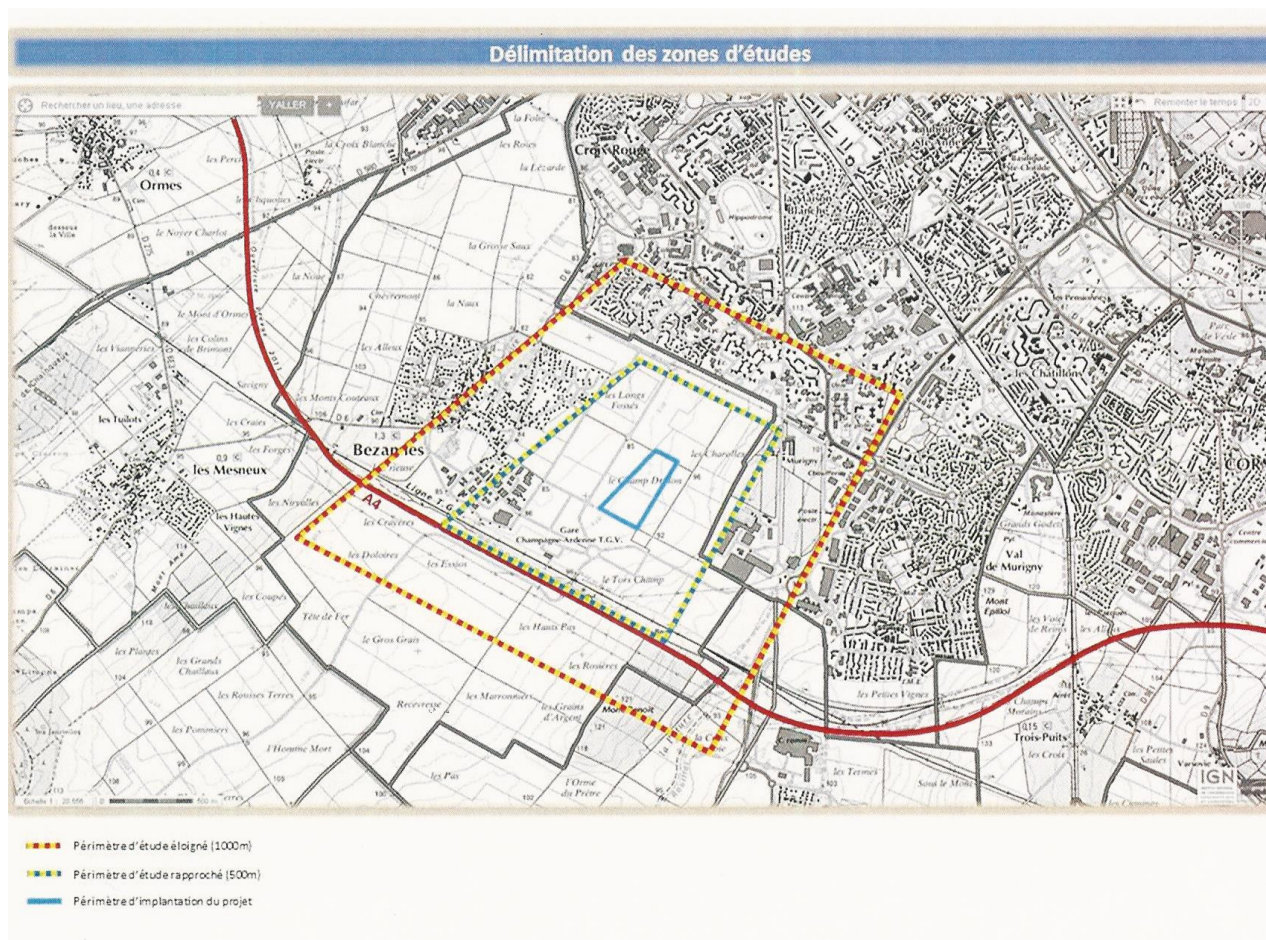
- l'analyse de l'état initial ;
- la description et la justification du projet ;
- l'analyse des effets positifs et négatifs, directs et indirects, à court moyen et long terme, ainsi que leurs interactions et les mesures envisagées ;
- la compatibilité du projet avec les documents de planification ;
- les effets cumulés et les mesures associées ;
- la pré-évaluation d'incidence sur les sites NATURA 2000 ;
- l'évaluation et les modalités de suivi des mesures ;
- les méthodes utilisées et les difficultés rencontrées ;
- les noms et qualité des auteurs des études ;
- un résumé non technique ;
- 5 annexes :
 - ✓ étude de déplacements, mobilité, circulation et ingénierie du trafic liée à la ZAC de Bezannes,
 - ✓ étude d'impact acoustique,
 - ✓ diagnostic floristique et faunistique,
 - ✓ note sur la gestion des eaux pluviales ;
 - ✓ notice hydraulique de gestion des eaux pluviales et note de calcul.

1.4.2.1. Les zones d'étude

Deux zones d'études sont définies par l'étude d'impact :

- une zone dite « aire d'étude rapprochée », dont le périmètre est situé à 500 m du projet. Cette zone est surtout délimitée par les voies de circulation ;
- une zone dite « aire d'étude éloignée », dont le périmètre est situé à 1000 m du projet. Les auteurs de l'étude d'impact ont estimé qu'un rayon de 1000 m autour du site d'implantation du projet était suffisant pour intégrer l'ensemble des enjeux susceptibles d'interférer avec le projet.

Les deux zones d'étude



La ZAC de Bezannes a été créée initialement sur d'anciennes parcelles agricoles. Ce site a déjà fait l'objet de terrassements divers, notamment à la suite de fouilles archéologiques réglementaires.

1.4.2.2. L'état initial / Synthèse des enjeux

L'étude d'impact analyse l'état initial de la zone et des milieux susceptibles d'être affectés par le projet.

Les thèmes environnementaux suivants sont **sans contrainte ni enjeu notable** sur le projet :

- le climat, le relief et la morphologie, la géologie ;
- les eaux superficielles : il n'y a pas de cours d'eau dans le périmètre d'étude ;
- les risques naturels : aucun risque naturel (inondation, remontées de nappe, sismique, mouvement de terrain, cavités souterraines, retrait-gonflement des argiles) dans le périmètre d'étude ;
- aucune espèce de faune ou de flore et aucun habitat identifié sur le site ne présentent un intérêt significatif en matière de biodiversité ;
- le patrimoine naturel : pas de site classé ou inscrit dans ou à proximité immédiate de la zone d'étude ;
- l'archéologie : cette contrainte est levée ;
- les modes d'occupation des sols : le périmètre correspond à une zone d'extension urbaine fixée par le SCoT et le PLU ;
- les activités économiques : il n'y a pas d'incompatibilité avec les périmètres AOC/AOP ;
- le tourisme et les loisirs : un terrain de golf se situe à l'Est de la zone d'étude ;
- les risques technologiques : la commune n'est concernée par aucun plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ni risque de transport de matières dangereuses (TMD) ;
- l'acoustique : les niveaux retenus sont jugés représentatifs de l'ambiance sonore moyenne.

Commentaires du commissaire enquêteur

Les thèmes environnementaux cités supra sont favorables au projet.

Deux espèces protégées ont été identifiées, le Choucas des Tours et le Faucon crécerelle, mais aucune ne niche sur le site.

Les principaux enjeux concernent :

- le patrimoine culturel : le périmètre de protection de l'église romane Saint-Martin de Bezannes (classée monument historique) croise l'extrémité Ouest du périmètre d'étude rapproché ;
- l'analyse paysagère : le projet représente un enjeu d'insertion dans l'écrin de verdure de Bezannes ;
- les équipements et réseaux : des servitudes liées aux réseaux électriques (I4) et de télécommunication (PT3) sont à prendre en compte. En effet, plusieurs axes traversent le périmètre ;
- les eaux souterraines : **la nappe est vulnérable vis-à-vis de toute pollution de surface. C'est une première contrainte forte** identifiée par l'étude d'impact ;
- les axes de communication et moyens de déplacement : **il y a un risque de saturation du giratoire de la Chaufferie et de congestion de l'avenue de Champagne. C'est une seconde contrainte forte** identifiée par l'étude d'impact et due à toutes les activités prévues sur la ZAC.

L'étude d'EGIS (groupe d'ingénierie, de montage de projets et d'exploitation) indique également **des difficultés d'écoulement en sortie de ZAC** et propose des scénarios d'organisation des déplacements à « court terme » et à « moyen-terme » ;

- la qualité de l'air sur le secteur peut être jugée relativement bonne, **excepté pour les particules très fines.**

Commentaires du commissaire enquêteur

Tous ces enjeux sont pris en compte dans l'étude d'impact.

- **S'agissant des risques de pollution des eaux souterraines, pendant le chantier, toutes les mesures préventives seront mises en place** (ex : kit d'intervention avec une réserve d'absorbant, un dispositif de contention sur voirie, un dispositif d'obturation du réseau).
Après les travaux, pour l'entretien du site, les produits phytosanitaires seront minimisés, voire supprimés.
- **Pour la saturation du giratoire de la Chaufferie, la congestion de l'avenue de Champagne et les difficultés d'écoulement en sortie de ZAC, ces impacts relèvent de la compétence de Reims Métropole.**
- **En ce qui concerne la qualité de l'air, la concentration moyenne annuelle en poussières très fines est supérieure à la valeur réglementaire. Il s'agit donc d'un enjeu particulièrement important pour la population et pour le projet de polyclinique. Deux polluants réglementés sont plus particulièrement suivis sur le territoire de l'agglomération de Reims : les poussières de diamètre inférieure à 10 µm (PM10) et le dioxyde d'azote (NO2) qui ont tous les deux des impacts sanitaires reconnus (asthme, allergies, maladies respiratoires ou cardiovasculaires, cancers). Dans ces conditions, le préfet de la Marne a prescrit par arrêté préfectoral du 22 octobre 2012 un plan de protection de l'atmosphère (PPA) sur le périmètre élargi de l'agglomération rémoise. Ce plan doit définir les mesures préventives et correctives, d'application permanente ou temporaire, à mettre en œuvre pour atteindre des concentrations respectant les valeurs réglementaires. L'enquête publique concernant le projet de PPA de l'agglomération rémoise s'est déroulée du 18 mai au 19 juin 2015.**

1.4.2.3. Les principes d'assainissement et d'adduction d'eau

- **Assainissement des eaux pluviales**
Pour les eaux pluviales, le projet est implanté dans le secteur de la ZAC pour lequel il n'existe pas de réseau public, ce qui signifie que leur gestion est intégralement conçue à la parcelle. Toutes les eaux collectées bénéficieront d'un prétraitement adapté à la nature du risque.
- **Assainissement des eaux usées**
L'étude d'impact indique en page 95 : « Après vérification de la capacité du réseau d'eaux usées existant de la ZAC par Reims Métropole, il s'avère que le rejet en l'état actuel du débit de pointe général estimé dans la dernière note de calcul **paraît difficilement réalisable**. En effet, le réseau existant, en tenant compte du développement réel de la ZAC (inférieur aux études d'avant-projet d'il y a 8 ans), ne pourra accepter qu'un débit de 25 L/s pour l'ensemble de la clinique (capacité du réseau au niveau du carrefour Monod / Kastler. Cette valeur devra donc être prise en compte dans les contraintes de raccordement ».

L'étude d'impact ne précisant pas les solutions de raccordement au réseau, le commissaire enquêteur a demandé une audition à Reims Métropole.

Le 3 juillet 2015, M. Ingland (Reims Métropole/ Directeur de l'eau et de l'assainissement) a confirmé au commissaire enquêteur que trois points de raccordement sont prévus en fonction des débits disponibles sur les réseaux de la ZAC. Ces trois points permettront de répartir les rejets pour aller jusqu'à 25 L/s.

Le Directeur de l'eau et de l'assainissement a précisé que Reims Métropole échange toujours avec la maîtrise d'œuvre, responsable de la mise en œuvre des solutions techniques de raccordement. L'autorisation de rejet sera donnée par Reims Métropole.

Commentaire du commissaire enquêteur

Pour l'assainissement des eaux usées, le commissaire enquêteur prend acte des solutions de raccordement, qui permettront de respecter la capacité du réseau public.

- Adduction d'eau potable

Le site sera alimenté par un branchement principal et un branchement de secours.

Le réseau incendie sera bouclé pour permettre la réalimentation des hydrants en cas de défaillance d'une partie du réseau et sera pourvu de poteaux incendie suivant les préconisations du SDIS.

1.4.2.4. Les impacts du projet

Selon l'étude d'impact, l'analyse des effets positifs et négatifs, directs et indirects, à court, moyen et long terme, ainsi que leurs interactions et les mesures envisagées sont les suivantes :

➤ **Les impacts du projet sur le milieu physique**

Le projet n'engendre ni impact positif ni impact négatif sur les travaux au sol et mouvements de terre, les mouvements de terre vis-à-vis de l'occupation du sol, les risques de pollution des eaux et des sols par les opérations de maintenance.

En conséquence, il n'y a pas d'impact résiduel et aucune compensation n'est nécessaire.

➤ **Les impacts du projet sur la ressource en eau**

Le projet n'engendre ni impact positif ni impact négatif sur les captages d'alimentation en eau potable, l'imperméabilisation et surface d'infiltration possible, les risques de pollutions chimiques. En conséquence, il n'y a pas d'impact résiduel et aucune compensation n'est nécessaire.

➤ **Les impacts du projet sur le milieu naturel**

Aucun enjeu écologique particulier n'a été identifié sur le site.

Il n'y a donc pas d'impact résiduel et aucune compensation n'est nécessaire.

➤ **Les impacts du projet sur l'économie locale**

Les équipes du chantier contribueront au dynamisme économique de Bezannes et des communes environnantes. Le pôle de santé nécessitera des besoins en personnel conséquents, qui contribueront au dynamisme de l'emploi local. Le projet engendre donc un **impact positif sur l'économie locale**.

S'agissant de l'activité agricole, le projet n'engendre ni impact positif ni impact négatif, compte-tenu du fait qu'il s'implante sur des parcelles non utilisées par des agriculteurs. Aucune compensation n'est donc nécessaire.

➤ **Les impacts du projet sur la circulation**

Pendant la phase travaux

Les conditions de circulation locales pourraient **se trouver perturbées**, notamment lors du gros œuvre (13 à 14 mois).

A moyen et long terme

Une étude de trafic a été menée par EGIS au profit de Reims Métropole à l'échelle de la ZAC en 2012. Elle concerne l'ensemble des aménagements prévus sur la ZAC (activités, logements, pôle de santé). Aucune hypothèse permettant d'isoler le trafic induit par le pôle de santé n'est disponible.

Quelle que soit l'hypothèse retenue, EGIS considère qu'une **congestion généralisée est à prévoir aux heures de pointe matin et soir au giratoire de la Chaufferie et sur l'avenue de Champagne, ainsi que des difficultés d'écoulement en sortie de ZAC.**

Afin de répondre au mieux à la demande liée au développement de la ZAC, EGIS a envisagé deux scénarios :

Le scénario « court-terme » prévoit les aménagements ou améliorations suivantes :

- création d'un parking-relais à l'entrée de la ZAC de Bezannes, près du giratoire de Champagne, pour réduire le flux de transit ;
- création d'une nouvelle ligne de bus ou redéploiement de la ligne existante pour desservir le parking-relais ;
- aménagement d'un verrou routier pour réguler le trafic au niveau du giratoire de Champagne pour réguler l'entrée et la sortie de la ZAC de Bezannes ;
- optimisation de la ligne de tramway (rééquilibrage des 2 branches A et B, augmentation de la fréquence et de la capacité des rames ;
- aménagement d'un maillage doux, continu et hiérarchisé.

Le scénario « moyen-terme » prévoit les aménagements routiers suivants :

- création d'une trémie au niveau du giratoire de la Chaufferie pour faciliter les flux de rémois vers le bassin d'Epernay ;
- prolongement de la ligne de tramway jusqu'au parking-relais.

L'étude d'impact précise que malgré les aménagements préconisés, il subsistera pour les futurs usagers de la ZAC des difficultés pour accéder à la ZAC depuis Reims-centre le matin et des difficultés pour sortie de la ZAC vers Reims-centre le soir.

Selon EGIS, la demande de trafic projetée à moyen-terme ne pourra pas être pleinement absorbée, même avec la réalisation de l'ensemble des aménagements préconisés. Il sera donc nécessaire de maximiser le report modal vers les modes alternatifs.

L'étude d'impact ne précisant pas les aménagements et améliorations qui seront effectivement mis en œuvre, le commissaire enquêteur a demandé à Reims Métropole une audition et un document mentionnant les informations concernant la réalisation effective des aménagements et améliorations permettant de remédier à la saturation du trafic évoquée par EGIS (voir annexe 2).

Le 2 juillet 2015, M. Sylvain Séchau (Reims Métropole/ Directeur des déplacements et études sur les espaces publics) a fait connaître au commissaire enquêteur différentes informations sur la situation actuelle et les actions à venir.

L'accessibilité du projet de polyclinique communiquée par Reims Métropole est la suivante :

Les actions déjà réalisées

- Accessibilité en transports en commun :
 - ✓ Tramway : desserte actuelle de 80 passages aller-retour, soit 16 000 places ;
 - ✓ Bus - ligne 13 : modification du tracé le 6 juillet 2015, pour mieux desservir la ZAC ; 42 passages allers-retours, soit 3 360 places disponibles ;
 - ✓ Bus - ligne 12 : prolongement de cette ligne qui, depuis le 6 juillet 2015, relie Cormontreuil, Murigny et la ZAC Bezannes, jusqu'à la gare TGV Champagne-Ardenne ; 76 passages allers-retours, soit 6 080 places disponibles.

- Accessibilité routière dans la ZAC Bezannes : réaménagement de l'avenue Jean Monnet avec création d'un giratoire et mise à double sens de la rue Jules Méline, pour faciliter l'accès à la clinique.
- Accessibilité piétonne et cyclable : prise en compte des mobilités actives sur l'ensemble des voies de la ZAC et depuis les voies d'accès à la ZAC, et complété par la création d'un mail piétons-cycles le long du tramway, reliant Reims à la gare TGV (promenade Jacques Monod et esplanade Alfred Nobel).
- Stationnement public sur voirie : limitation de l'offre publique gratuite sur voirie n'offrant pas de surcapacité aux besoins de la ZAC afin de ne pas induire un flux automobile non souhaité.

Les actions prévues au plus tard pour la mise en service de la polyclinique

- Accessibilité en transports en commun :
 - ✓ Création d'une station tramway intermédiaire située au droit de l'entrée de la clinique.
 - ✓ Déplacement des arrêts de la ligne de bus n°12 au plus près de l'entrée de la clinique.
- Accessibilité routière (travaux en cours) :
 - ✓ Prolongement de la rue Louis Renault avec accès allée du Vignoble et rue Joliot Curie.
 - ✓ Bouclage du réseau viaire de la ZAC, avec création de 2 traversées routières de la ligne de tramway (rues Alfred Kastler et rue Louis Renault).
- Accessibilité piétonne et cyclable : sur les voies et au niveau de la station tramway à créer.

Les actions, en cours d'étude, envisagées à moyen et long terme

- Aménagement de l'extrémité de l'avenue Jean Monnet pour faciliter l'insertion des véhicules sur l'avenue de Champagne.
- Amélioration des dessertes TER, dans le cadre de l'étude des mobilités du triangle marnais visant à favoriser les mobilités alternatives à la voiture notamment sur l'axe Reims-Epernay passant par l'avenue de Champagne.
- Aménagement de l'avenue de Champagne et de ses giratoires en lien avec le Conseil départemental.
- Evolution possible du réseau de bus au fur et à mesure de l'urbanisation de la ZAC.
- Reims Métropole prévoit également de conserver en réserves foncières les emprises nécessaires à un éventuel prolongement de la ligne de tramway jusqu'à l'avenue de Champagne.
- Création d'un parking relais en entrée de ZAC, côté avenue de Champagne.
- Amélioration de la desserte TC par un tracé utilisant l'avenue de Champagne reliant la ZAC au centre-ville.
- Bouclage de la rocade extérieure Sud par la réalisation du barreau Reims-Tinqueux/Ormes.

Commentaires du commissaire enquêteur

Ces différentes actions s'inscrivent bien dans l'objectif du plan de déplacements urbains (PDU), en révision, de Reims Métropole, qui définit une utilisation plus rationnelle de la voiture, une plus grande place accordée aux piétons, aux deux-roues et aux transports en commun.

L'amélioration de la desserte de la ZAC par les transports en commun et l'optimisation de la fréquence de passage des bus et du tramway permettent de rendre, dès maintenant, les modes de déplacement alternatifs plus performants.

Les actions à moyen et long terme (en cours d'étude) permettront de proposer à la population d'autres solutions que le « tout automobile ».

Par ailleurs, ces actions intègrent les objectifs du PPA de l'agglomération rémoise, qui visent à améliorer la qualité de l'air en promouvant des modes de déplacements moins polluants.

Aujourd'hui, l'organisation routière interne de la ZAC est satisfaisante pour accueillir le projet de polyclinique.

➤ **Les impacts du projet sur les réseaux**

Le réseau viaire : comme évoqué précédemment, l'étude de déplacement d'EGIS montre de forts phénomènes de saturation aux entrées de la ZAC.

Les réseaux énergétiques et de télécommunication : le projet n'engendre ni impact positif ni impact négatif sur les réseaux énergétiques et de télécommunication.

L'étude d'impact indique qu'il n'y a pas d'impact résiduel et qu'aucune compensation n'est nécessaire.

➤ **Les impacts du projet sur les servitudes d'utilité publique**

Le périmètre d'implantation du projet est concerné par deux servitudes liées aux réseaux électriques (I4) et de télécommunication (PT3).

Avant tout travaux, le maître d'ouvrage adressera une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) aux concessionnaires concernés afin de localiser les réseaux et de prendre les précautions nécessaires.

L'étude d'impact indique qu'il n'y a pas d'impact résiduel et qu'aucune compensation n'est nécessaire.

➤ **Les impacts du projet sur le patrimoine bâti et naturel**

Les emprises du projet n'interceptent pas le périmètre de protection de l'église Saint-Martin de Bezannes (monument historique).

Pendant le chantier, les engins impacteront de manière indirecte et ponctuelle les covisibilités observées avec les monuments alentours (cathédrale de Reims).

Le projet n'engendre pas d'impact sur le patrimoine bâti et naturel.

En conséquence, il n'y a pas d'impact résiduel et aucune compensation n'est nécessaire.

➤ **Les impacts du projet sur le paysage**

Le projet de pôle de santé semble s'inscrire dans l'identité paysagère de la ZAC.

L'environnement du site, ses accès et ses orientations permettent une composition fonctionnelle simple et évolutive.

Les flux véhicules représentent la nuisance la plus importante. Les parkings ont donc été dissociés et dédiés à des fonctionnalités spécifiques.

Les modes doux sont présents : maillage piétons de la ZAC et parking pour les vélos.

La nouvelle polyclinique se veut un bâtiment moderne, ouvert sur son environnement et écologique par l'orientation des bâtiments et l'adaptation des façades à ses orientations.

Il n'y a donc pas d'impact résiduel et aucune compensation n'est nécessaire.

➤ **Les impacts du projet liés aux bruits et vibrations**

Aujourd'hui, les premiers riverains se situent à 500 m environ du projet. Pendant le chantier, la gêne sonore sera donc réduite. Les nuisances sonores du chantier seront limitées aux journées de travail de 8 heures et par l'utilisation d'engins respectant la réglementation relative au bruit de chantier.

L'étude d'impact indique que les équipements techniques extérieurs de la polyclinique (« groupe froid », pompe à chaleur) sont susceptibles **de générer des niveaux sonores dépassant les exigences réglementaires** en termes d'émergence, notamment en période nocturne.

Pour remédier aux nuisances sonores, l'étude d'impact précise **qu'une réflexion devra être menée sur le positionnement des équipements techniques cités supra et la mise en place d'actions correctives (écrans, locaux dédiés).**

En outre, la contribution des axes de trafic aux impacts sonores est élevée. Cependant, le manque de précision sur les hypothèses de trafic ne permet pas de conclure sur leur impact.

Commentaires du commissaire enquêteur

**Lors de la réunion du 2 juin 2015 entre les représentants du Groupe Courlancy et le commissaire enquêteur, le Groupe Courlancy s'est engagé à respecter, dès l'ouverture de la polyclinique, les seuils réglementaires d'urgence sonore.
Le commissaire enquêteur prend acte de cet engagement.**

➤ **Les impacts du projet liés à la qualité de l'air**

Pendant le chantier, des arrosages du sol seront réalisés afin d'éviter la production de poussières importantes.

A court, moyen et long terme, le projet n'a pas d'impact sur la qualité de l'air. Aucune compensation n'est donc nécessaire.

➤ **Les impacts du projet liés aux déchets**

Les déchets de chantier

La gestion des déchets de chantier sera effectuée conformément à la réglementation.

En particulier, un responsable HSE supervisera la gestion des déchets. Aucun dépôt ne sera toléré en dehors du chantier. 75% minimum des déchets seront valorisés.

Les déchets liés à l'activité de la polyclinique

Les déchets d'exploitation et le protocole de traitement des déchets ne sont pas présentés dans l'étude d'impact.

Le Groupe Courlancy a présenté les déchets liés à l'activité de la polyclinique dans sa réponse à l'autorité environnementale.

En matière de déchets, il n'y a pas d'impact résiduel ni de mesure de compensation nécessaire.

➤ **Les impacts du projet liés aux commodités du voisinage**

Le chantier n'engendrera ni odeur ni pollution lumineuse (pas de travaux de nuit).

L'hygiène et la sécurité du chantier et de ses abords sont parfaitement prises en compte. La salubrité publique sera également assurée.

En conséquence, il n'y a pas d'impact résiduel ni de mesure de compensation nécessaire.

➤ **Les impacts du projet sur la santé et les mesures associées**

En phase travaux

Par temps sec et venteux, les émissions de poussières seront limitées par l'arrosage du chantier.

Les normes d'émissions sonores seront respectées conformément à l'arrêté du 12 mai 1997 relatif à la limitation des émissions sonores des pelles hydrauliques, des pelles à câbles, des boteurs, des chargeuses et des chargeuses-pelleteuses.

S'agissant des émissions de poussières et des nuisances sonores, le projet n'engendre ni impact positif, ni impact négatif sur la santé. Aucune compensation n'est donc nécessaire.

En phase d'exploitation

L'étude d'impact précise que les sirènes des véhicules de secours (pompiers, ambulance) pourront ponctuellement perturber l'ambiance sonore locale.

L'étude conclut donc à l'absence d'impact résiduel et à la non nécessité de compensation.

1.4.2.5. La compatibilité du projet avec les documents de planification

Le projet de pôle de santé Courlancy-Bezannes est compatible avec :

- le schéma de cohérence territoriale (SCoT) de la région rémoise ;
- le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Seine-Normandie ;
- le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Aisne Vesle Suipe ;
- le schéma régional de gestion sylvicole (SRGS) de Champagne-Ardenne ;
- le plan climat air énergie régional (PCAER).

Nota : le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) n'est pas encore opposable aux tiers.

Ce projet ne présente pas d'incompatibilité avec le plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Bezannes. Mais pour accueillir le projet de polyclinique, le PLU de Bezannes a fait l'objet d'une modification simplifiée qui a été approuvée le 9 décembre 2014.

Le projet urbain intégré (PUI) de l'agglomération rémoise est ambitieux. La construction du pôle de santé contribue à ce PUI.

1.4.2.6. Les effets cumulés et les mesures associées

Quatre projets pouvant se cumuler avec le pôle santé de Bezannes ont été identifiés (source DREAL de Champagne-Ardenne).

L'étude d'impact indique en page 135 que seul le projet CIRMAD Est (Centre de stockage de données informatiques) est situé à Bezannes. Les effets de ce projet sont précisés mais pas étudié au motif qu'il est situé en dehors du périmètre d'étude éloigné.

En outre, l'étude d'impact n'analyse pas les effets cumulés du projet avec les trois autres projets connus.

Commentaires du commissaire enquêteur

M. Jean Pierre Belfie (maire de Bezannes), interrogé par le commissaire enquêteur sur la localisation de ce projet CIRMAD Est, a fait savoir que le projet de Centre de stockage était abandonné depuis très longtemps.

Le Groupe Courlancy, dans ses réponses aux thèmes abordés à la fin de l'enquête, précise que les autres projets sont trop éloignés et qu'il n'y a donc pas d'effets cumulés avec d'autres projets connus.

1.4.2.7. Les sites NATURA 2000

Le périmètre d'étude n'intercepte aucun site NATURA 2000 dans un rayon de 4 KM.

1.4.2.8. Evaluation et modalités de suivi des mesures

Dans un tableau d'évaluation, l'étude d'impact récapitule les impacts, les mesures, les modalités de suivi des mesures et les modalités de suivi des effets (voir annexe 6).

1.4.3. **Avis de l'autorité administrative compétente en matière d'environnement et réponse du Groupe Courlancy aux observations formulées**

Le Préfet de région est l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement (autorité environnementale). Son avis porte sur la qualité de l'étude d'impact et sur la prise en compte de l'environnement dans le projet.

L'autorité environnementale considère que l'étude d'impact est claire, comprend tous les éléments requis par le Code de l'environnement et analyse l'état initial des différentes composantes de l'environnement de manière proportionnée aux enjeux.

Elle estime que le résumé non technique présente en termes adaptés chaque partie de l'étude d'impact.

Cependant, l'autorité environnementale formule plusieurs observations présentées dans le tableau ci-dessous.

Avis et observations de l'autorité environnementale	Réponses du Groupe Courlancy à l'autorité environnementale	Commentaires du commissaire enquêteur
<p><u>Impact sur le trafic</u></p> <p>Le projet provoquera des difficultés de circulation en sortie de ZAC, aux heures de pointe :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la saturation du giratoire de la Chaufferie ; - la congestion de l'avenue de Champagne. <p>Aucune information n'est donnée sur la mise en œuvre effective des mesures de réduction du trafic.</p> <p>La nécessité d'une mesure compensatoire n'est pas présentée.</p>	<p><u>Impact sur le trafic</u></p> <p>L'étude de circulation réalisée par EGIS en 2012 est cohérente avec le projet de la clinique.</p> <p>En 2014, un nœud supplémentaire a été créé dans la ZAC à l'angle de l'avenue Jean Monnet et de la rue Jules Méline, avec mise à double sens de la rue Jules Méline.</p> <p>Les propositions d'aménagement de l'étude de circulation sont à l'étude par Reims Métropole.</p>	<p><u>Impact sur le trafic</u></p> <p>Les aménagements permettant de pallier aux difficultés de circulation figurent en annexe 2 (document demandé à Reims Métropole par le commissaire enquêteur et ajouté au dossier d'enquête le 9 juillet 2015).</p>
<p><u>Impact sur le voisinage et la santé humaine</u></p> <p>1. Le dossier présente des valeurs sonores qui montrent une émergence sonore supérieure aux exigences réglementaires, notamment en période nocturne.</p>	<p><u>Impact sur le voisinage et la santé humaine</u></p> <p>La maîtrise d'œuvre étudie ces impacts en s'attachant à ce qu'ils ne dépassent pas les seuils réglementaires.</p>	<p><u>Impact sur le voisinage et la santé humaine</u></p> <p>Les seuils réglementaires d'émergence sonore devront être respectés conformément aux articles R. 1334-30 à R. 1334-37 du Code de la santé publique.</p>

Avis et observations de l'autorité environnementale	Réponses du Groupe Courlancy à l'autorité environnementale	Commentaires du commissaire enquêteur
<p>L'autorité environnementale recommande de mener une étude acoustique après la mise en service de l'établissement et après la construction des parcelles riveraines, afin de vérifier le respect des émergences réglementaires.</p> <p>2. S'agissant de santé, l'étude conclut à l'absence d'impact résiduel, ce qui est contradictoire avec la conclusion de l'étude acoustique.</p>	<p>Une étude acoustique sera menée après la mise en service de l'établissement et la construction des parcelles riveraines de la ZAC, pour s'assurer que les précautions prises s'avèrent suffisantes et que les émergences sonores ne dépassent pas les seuils réglementaires.</p> <p>Le Groupe Courlancy n'a pas répondu à cette observation.</p>	<p>Le Groupe Courlancy, dans ses réponses aux thèmes abordés à la fin de l'enquête par le commissaire enquêteur, précise que l'étude acoustique sera réalisée à la fin de la construction (livraison des bâtiments au 1^{er} trimestre 2018).</p> <p>Le Groupe Courlancy s'est engagé à respecter les seuils réglementaires d'émergence sonore. Il n'y aura donc pas d'impact sur la santé.</p>
<p><u>Effets cumulés avec d'autres projets</u></p> <p>Le dossier a identifié quatre autres projets au titre de l'analyse des effets cumulés. Un seul projet : le Centre de stockage de données informatiques de la CIRMAD est situé à Bezannes.</p> <p><u>Observation :</u> le dossier ne justifie pas l'absence d'une analyse des effets cumulés avec les autres projets recensés.</p>	<p><u>Effets cumulés avec d'autres projets</u></p> <p>Le Groupe Courlancy n'a pas répondu à cette observation.</p>	<p><u>Effets cumulés avec d'autres projets</u></p> <p>Le Groupe Courlancy, dans ses réponses aux thèmes abordés à la fin de l'enquête par le commissaire enquêteur, précise que le projet n'appelle pas d'effets cumulés avec d'autres projets au motif qu'ils sont trop éloignés (plus de 3 Km du site de la polyclinique). Le projet CIRMAD est abandonné.</p>
<p><u>PLU de la commune de Bezannes</u></p> <p><u>Observation :</u> le projet nécessite une modification simplifiée du document d'urbanisme.</p>	<p><u>PLU de la commune de Bezannes</u></p> <p>Le PLU de Bezannes a subi une modification simplifiée.</p>	<p><u>PLU de la commune de Bezannes</u></p> <p>La modification simplifiée du PLU de la commune de Bezannes a été approuvée le 9 juillet 2014.</p>

Avis et observations de l'autorité environnementale	Réponses du Groupe Courlancy à l'autorité environnementale	Commentaires du commissaire enquêteur
<p align="center"><u>Déchets</u></p> <p><u>Observations :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets liés à l'activité de la clinique ne sont pas décrits ; - le protocole de gestion n'est pas présenté. 	<p align="center"><u>Déchets</u></p> <p>La clinique produits plusieurs catégories de déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets assimilés aux ordures ménagères (DAOM) ; - les déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) ; - les autres déchets (50 tonnes/an de carton recyclable) + description ; - les déchets des bâtiments A et B (déchets de bureau et DASRI). 	<p align="center"><u>Déchets</u></p> <p>Les volumes des différents déchets, leur traitement, leur gestion et ramassage sont parfaitement décrits dans la réponse du Groupe Courlancy.</p>
<p align="center"><u>Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)</u></p> <p><u>Observation :</u> l'étude ne décrit pas le classement ICPE de certaines activités (groupes électrogènes et stockage liquide soumis à déclaration, etc ...).</p>	<p align="center"><u>ICPE</u></p> <p>Le projet possède des ICPE. Le dossier et son récépissé sont joints.</p>	<p align="center"><u>ICPE</u></p> <p>Les différentes installations techniques au titre des ICPE sont présentées dans la réponse du Groupe Courlancy.</p>
<p align="center"><u>Raccordement aux eaux usées</u></p> <p>Le dossier indique que les capacités du réseau existant de la ZAC semblent insuffisantes pour accepter l'ensemble des rejets prévisibles engendrés par l'activité de la clinique.</p> <p><u>Observations :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - aucune solution n'est proposée ; - les solutions de raccordement au réseau des eaux usées doivent être clarifiées et présentées. 	<p align="center"><u>Raccordement aux eaux usées</u></p> <p>Le traitement des eaux usées a été revu depuis l'étude d'impact (juillet 2014). En décembre 2014, les échanges entre la maîtrise d'œuvre et M. Collin (DDT51/SEEPR/PE) ont donné satisfaction quant à la gestion des eaux usées du projet vers les installations de Reims Métropole.</p>	<p align="center"><u>Raccordement aux eaux usées</u></p> <p>Les trois points de rejets vers le domaine public permettront de respecter la capacité du réseau de Reims Métropole.</p>

1.4.4. Avis des autres services consultés

Les avis des autres services consultés sont les suivants :

- Direction départementale des territoires (DDT)
Le projet est soumis à déclaration au titre de la loi sur l'eau (Art. R. 214-1 du Code de l'environnement – rubrique 2.1.5.0).
- Agence régionale de santé (ARS) Champagne-Ardenne
L'ARS a transmis son avis à l'autorité environnementale.
L'ARS informe qu'un guide (publié par le Ministère de la santé) d'accès à la réglementation et aux recommandations relatives à la construction et au fonctionnement technique des établissements de santé peut appuyer le pétitionnaire dans son projet.
- Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité
La commission a rendu un avis **favorable**.
- Direction régionale des affaires culturelles (DRAC)
La demande de permis de construire ne fait l'objet d'aucune prescription archéologique.
Toute découverte fortuite de vestiges pouvant intéresser l'archéologie doit être déclarée immédiatement par le pétitionnaire au maire de la commune, qui doit la transmettre sans délai au préfet.
- GRTgaz
Le projet se situe en dehors des servitudes d'utilité publique maîtrise de l'urbanisation des ouvrages GRTgaz.
- Réseau de transport d'électricité (RTE)
Aucune ligne aérienne ou souterraine appartenant au réseau public de transport d'énergie électrique ne traverse les terrains concernés.
- Maire de Bezannes
Accès situé rue Alfred Kastler : les sorties de la clinique en tourne-à-gauche ne seront pas autorisées, pour des raisons de sécurité [...]. Le pétitionnaire devra donc poser en sortie de cette voie privée la signalisation adaptée, interdisant le tourne-à-gauche.
- Reims Métropole
La Direction de l'eau et de l'assainissement a adressé au pétitionnaire des prescriptions relatives à l'eau potable, aux eaux pluviales, aux eaux usées et à divers autres points.
En particulier, elle demande au pétitionnaire de prendre contact avec la Direction de l'eau et de l'assainissement de Reims Métropole pour étudier les modalités de raccordement du projet et précise que **les rejets devront respecter la capacité du réseau public**.
- Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité/ Sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et les immeubles de grande hauteur.
Objet : demande de permis de construire modificatif d'une clinique.
S'agissant des risques d'incendie et de panique dans les ERP, les membres de la commission incendie formulent un avis **favorable** à la délivrance du permis de construire modificatif indice 1.

- Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité/ Sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et les immeubles de grande hauteur.

Objet : demande d'avis et de dérogation.

Les membres de la commission incendie :

- ✓ formulent un avis **favorable** à 3 demandes de dérogations et 2 demandes d'avis ;
- ✓ formulent un avis **défavorable** à la demande de dérogation n°2 (article DF 4§3) ;
- ✓ ne **se prononcent pas** sur la demande d'avis n°3 (articles CO 48 et U10&4a) ;
- ✓ **approuvent** les prescriptions proposées.

- Sous-commission départementale pour la sécurité publique

La sous-commission formule un avis **favorable** à l'étude de sûreté et de sécurité publique préalable à l'instruction du permis de construire [les modifications sont mineures (désenfumage et réduction de surface) et n'impactent pas la sécurité publique].

- ERDF

ERDF ne donne aucun avis (favorable ou défavorable) mais donne des informations et des prescriptions.

Commentaires du commissaire enquêteur

Après avoir étudié les avis rendus, le commissaire enquêteur considère que les services consultés sont favorables au projet.

Les prescriptions des services consultées devront être intégralement respectées par le Groupe Courlancy.

1.5. Composition du dossier d'enquête publique

Le dossier d'enquête est composé des documents suivants :

- l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête publique n° 2015 DIV 09 ENQ du 13 mai 2015 ;
- les avis d'enquête publiés dans l'Union et la Marne agricole le 29 mai 2015 ;
- « La Gazette » de Bezzannes de mai 2015 / n° 300 ;
- le registre d'enquête publique ;
- PC 11 Etude d'impact / juillet 2014 ;
- la note complémentaire (chemise bleue) / Réponse à l'autorité environnementale et PLU de la commune de BEZANNES / Arrêté du 02/04/02 relatif aux prescriptions générales applicables au .../ Arrêté du 10/03/97 relatif aux prescriptions générales applicables au ... ;
- les avis des services consultés (chemise jaune) :
 - ✓ avis de l'autorité administrative compétente en matière d'environnement,
 - ✓ direction départementale des territoires,
 - ✓ ARS,
 - ✓ commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,
 - ✓ direction régionale des affaires culturelles,
 - ✓ GRTgaz,
 - ✓ réseau de transport d'électricité,
 - ✓ commune de BEZANNES,
 - ✓ autorisations d'urbanisme / prescriptions Reims Métropole / Eau, Assainissement, Déchet, Environnement,

- ✓ SDIS de la Marne / Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité / Sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et les immeubles de grande hauteur / Demande de permis de construire modificatif d'une clinique,
- ✓ SDIS de la Marne / Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité / Sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et les immeubles de grande hauteur / Demandes d'avis et de dérogation,
- ✓ compte rendu de la Sous-commission départementale pour la sécurité publique du 14 avril 2015,
- ✓ ERDF ;
- la note de mise à enquête (chemise rose) ;
- le récépissé de dépôt d'une demande de permis de construire ou de permis d'aménager / 30 juillet 2014 ;
- la demande de permis de construire du 5 mars 2015 ;
- le permis de construire / 03 03 2015 ajout de pièces au PC nomenclature ;
- le bordereau de dépôt des pièces jointes à une demande de permis de construire ;
- la notice hydraulique de gestion des eaux pluviales et note de calcul / permis de construire juillet 2014 ;
- le bordereau du PCM du 21 octobre 2014 ;
- l'attestation de conformité / 7 novembre 2014 ;
- le bordereau de dépôt des pièces constituant le dossier spécifique et la demande d'approbation d'un agenda d'accessibilité programmée le cas échéant ;
- le dossier spécifique permettant de vérifier la conformité des ERP aux règles d'accessibilité et de sécurité contre l'incendie et la panique ;
- l'acte d'engagement eu égard aux règles du code de la construction et de l'habitation / juillet 2014 ;
- l'acte d'engagement eu égard aux règles du code de la construction et de l'habitation / 03 mars 2015 ;
- la liste des modifications entre dossier permis de construire 30/07/2014 et ajout de pièces du 03/03/2015 ;
- les annexes au formulaire de permis de construire (chemise rouge) / 03 mars 2015 ;
- PC 04a / Notice architecturale et paysagère / indice a / 03 mars 2015 ;
- La note complémentaire explicative pour terrasses végétalisées / Additif du PC4b / Note de conformité au PLU / juillet 2014 - Modif 26 sept 2014 ;
- PC 04b / Note de conformité au PLU / 3 mars 2015 ;
- La note complémentaire descriptive des teintes de matériaux utilisés / additif du PC4c / juillet 2014 – Modif 14 Oct 2014 et PC 4c notice descriptive sommaire des travaux / juillet 2014 ;
- PC 4 c / Notice descriptive sommaire des travaux / indice a / 3 mars 2015 ;
- L'additif à la pièce PC 04c. Note complémentaire descriptive des teintes de matériaux utilisés du 03 mars 2015 ;
- PC 12 Permis de construire / Attestation de contrôle technique / prise en compte des règles parasismique / juillet 2014 ;
- PC 16 Etude de sureté publique / juillet 2014 ;
- PC 16-1 Permis de construire / Attestation de prise en compte de la réglementation thermique / indice a du 3 mars 2015 ;

- PC 25 Permis de construire / récépissé de dépôt de « Déclaration des installations classées » ;
- PC 30 Cahier des charges de cession de terrain / juillet 2014 ;
- le mail de Christine Krabansky – Fouqueray – Jacquet du 16 octobre 2014 (PJ : lettre pompier du 13 octobre 2014) ;
- PC 32 Plan de division / tableau des surfaces / 03 mars 2015 ;
- PC 33 Projet de constitution d'une association des futurs propriétaires / juillet 2014 ;
- PC 39 – Notice d'accessibilité / Indice B / 03 mars 2015 ;
- PC 39 – Notice d'accessibilité / Annexe carnet de détails / Indice B / 03 mars 2015 ;
- PC 39 – Attestation du contrôleur technique sur dossier accessibilité / 03 mars 2015 ;
- le permis de construire / Mars 2015 / PC 40-00-Notice de sécurité / Indice b / 03 mars 2015 ;
- la mission de coordination du SSI / Cahier des charges fonctionnel du SSI ;
- le permis de construire / PC40-02 / Demande de dérogation/ Indice b (adaptation aux règles de sécurité, Art. R.123-13 et GN 14) / 3 mars 2015 ;
- la demande de dérogation (adaptation aux règles de sécurité, Art. R.123-13 et GN 14) ;
- PC 40 – Attestation du contrôleur technique sur dossier sécurité / 03 mars 2015 ;
- le plan d'intervention SDIS ;
- le plan du système de sécurité incendie / zoning SSI / Plan R-1 ;
- le plan du système de sécurité incendie / zoning SSI / Plan R+0 ;
- le plan du système de sécurité incendie / zoning SSI / Plan R+1 ;
- le plan du système de sécurité incendie / zoning SSI / Plan R+2 ;
- le plan du système de sécurité incendie / zoning SSI / Plan R+3 ;
- le plan du système de sécurité incendie / zoning SSI / Plan R+4 ;
- la déclaration des éléments nécessaires au calcul des impositions pour les demandes de permis de construire et permis d'aménager / 5 mars 2015 ;
- la lettre de Jean-Michel Jacquet du 13 avril 2015 / Pièces plus précises demandées par la DDT ... ;
- le plan de masse / Plan de raccordement des réseaux / Gestion EP ;
- le plan topographique initial / Plan de division / PC 32 ;
- le plan d'ensemble du RDC avec paysagement ;
- plan / Elévations Est – Ouest – Sud - Nord ;
- le plan / Coupes A1 – A2 – A2' – A2'' – A3 ;
- le plan / Coupes A4 – A4' – A5 – A5' – A6 ;
- le plan / Coupes B1 – B2 – B2' – b3 ;
- le plan / Coupes B4 – B4' – B5 – B5' ;
- le plan masse / PC2 : plan masse / PC5a : plan de toiture ;
- le plan R-1 ;
- le plan R+0 ;
- le plan R+1 ;
- le plan R+2 ;
- le plan R+3 ;
- le plan R+4.

Toutes les pièces du dossier d'enquête ont été identifiées et signées par le commissaire enquêteur.

1.5.1. Documents complémentaires demandés par le commissaire enquêteur et mis à la disposition du public pendant l'enquête

- le 22 juin 2015, les avis d'enquête publiés dans l'Union du 20 juin 2015 et dans la Marne Agricole du 19 juin 2015 ont été ajoutés au dossier d'enquête ;
- le 9 juillet 2015, une lettre de Reims Métropole relative à l'accessibilité du projet de polyclinique à Bezannes a été ajoutée au dossier d'enquête (voir annexe 2).

1.5.2. Analyse du dossier d'enquête publique par le commissaire enquêteur

L'ensemble des pièces exigées par la réglementation figure bien au dossier soumis à enquête.

Le dossier d'enquête est volumineux (plus de 80 documents représentant plus de 870 pages et une vingtaine de plans).

L'étude d'impact (146 pages) est très pédagogique et assortie de nombreux tableaux, graphiques, plans, photos et vues aériennes qui aident le public à bien comprendre le projet et à évaluer ses incidences sur l'environnement.

Les cinq annexes de l'étude d'impact (étude de déplacements, étude d'impact acoustique, diagnostic floristique et faunistique, note sur la gestion des eaux pluviales, notice hydraulique) permettent de bien appréhender ces aspects du projet.

Le résumé non technique de l'étude d'impact (47 pages) possède les mêmes qualités que l'étude d'impact. Il est très compréhensible par le grand public mais difficile à trouver, car il se trouve entre la page 146 et les annexes. De plus, il est absent du sommaire général de l'étude d'impact.

Pour faciliter la prise de connaissance par le public, ce résumé non technique devrait figurer au début de l'étude d'impact ou faire l'objet d'un document séparé (Cf. Code de l'environnement Art. R122-5 - paragraphe IV/ Voir l'annexe 5 du présent document).

En effet, le dossier d'enquête est d'abord et avant tout destiné au public

2. ORGANISATION ET DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

2.1. Désignation du commissaire enquêteur

Par Décision N° E15000085/ 51 du 29 avril 2015 de M. le Vice-président du Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, M. Thierry Malvaux (Lieutenant-colonel de l'Armée de terre en retraite) a été désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire. Mme Ginette Binet (professeur en retraite) a été désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

2.2. Modalités de l'enquête publique

2.2.1. Contacts préalables

Des contacts préalables ont été pris par le commissaire enquêteur avec :

- la Direction départementale des territoires de la Marne (DDT51) :
 - ✓ Mme Bernadette Fabry (DDT51/ Châlons-en-Champagne/ Chef de la cellule procédures environnementales) pour préparer la présente enquête publique,
 - ✓ Mme Véronique Rondeau (DDT51/ Reims) pour récupérer les dossiers d'enquête ;
- la Mairie de Bezannes (Mme Muriel Jubréaux/ Secrétaire de mairie) pour évoquer la publicité de l'enquête et le dossier d'enquête, convenir d'un rendez-vous afin de préparer les modalités pratiques de l'enquête, auditionner le maire sur le projet et visiter la commune ;
- le Groupe Courlancy (Dr J-L Desphieux/ Président du Groupe, M. Yves Noel/ Chargé de coordonner le projet et Mme Doris Hubscher/ Assistante de direction) afin de rencontrer le responsable du projet, visiter les lieux du projet et évoquer l'affichage sur les lieux prévus pour la réalisation du projet.

2.2.2. Concertation préalable sur les mesures d'organisation de l'enquête envisagées par l'autorité organisatrice de l'enquête (DDT51)

Les projets d'arrêté, d'avis d'enquête, de lettres adressées par la DDT51 au maire de Bezannes et au Groupe Courlancy ont été soumis au commissaire enquêteur.

La DDT51 a tenu compte de toutes les modifications demandées par le commissaire enquêteur.

2.2.2.1. Avec le Groupe Courlancy

Le 2 juin 2015, le commissaire enquêteur a rencontré (en présence de Mme Binet/ commissaire enquêteur suppléant) au siège du Groupe Courlancy à Reims : M. Yves Noel (Directeur investissement Courlancy), Mme Pascale Bonnet (directeur de projet ICADE), M. Laurent Dessons (Architecte Fouqueray-Jacquet), M. Jean-Marc Frénéhard (directeur Courlancy), M. Jean Baptiste Lismonde (responsable de projet MOE SANAE), Mme Emmanuelle Lambert (responsable de projets ICADE Promotion), Mme Céline LECLERCQ (responsable de projets ICADE Promotion- Maître d'ouvrage délégué).

D'abord, le commissaire enquêteur a rappelé les modalités de l'enquête publique.

Ensuite, le projet architectural et technique a été présenté au commissaire enquêteur.

Puis, les différents responsables ont répondu aux questions du commissaire enquêteur concernant le Groupe Courlancy, le projet de polyclinique et les impacts du projet.

2.2.2.2. Avec la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Champagne-Ardenne

Le 5 juin 2015, le commissaire enquêteur a échangé par téléphone avec M. Rémi Saintier (DREAL/ Chargé de mission évaluation environnementale,) au sujet de l'avis de l'autorité environnementale et du degré de précision des informations à fournir dans l'étude d'impact.

2.2.2.3. Avec la DDT51/ service eau, environnement, préservation des ressources

Le 8 juin 2015, le commissaire enquêteur a contacté par téléphone M. Florent Collin (DDT51/ Chef de la cellule politique de l'eau) quant à la gestion des eaux usées du projet vers les installations publiques de Reims Métropole.

M. Collin a surtout informé le commissaire enquêteur que le responsable du projet travaille en liaison avec Reims Métropole pour fixer les solutions de raccordement au réseau des eaux usées.

2.2.2.4. Avec le maire de Bezannes

Le 10 juin 2014, le commissaire enquêteur a rencontré à la mairie de Bezannes M. Jean Pierre Belfie (maire).

Au cours de cette réunion, M. le maire a présenté au commissaire enquêteur sa commune, la ZAC, toutes les réalisations effectuées depuis l'arrivée du TGV et tous les projets d'activités et de logements programmés.

M. Belfie a beaucoup œuvré pour l'implantation de la polyclinique sur la ZAC. La commune de Bezannes est très favorable à la construction de ce pôle de santé.

M. Belfie a répondu à toutes les questions du commissaire enquêteur, notamment sur l'étude d'impact.

Le commissaire enquêteur a précisé les modalités de déroulement de l'enquête à Mme Jubréaux (secrétaire de mairie).

2.2.3. Visite des lieux du projet

Le 2 juin 2015, à l'issue de la réunion avec le groupe Courlancy, le commissaire enquêteur, accompagné de Mme Binet (commissaire enquêteur suppléant) et de représentants du groupe Courlancy, a visité à Bezannes les lieux d'implantation du projet.

La mise en place de l'affichage de l'avis d'enquête sur les lieux prévus pour la réalisation du projet a été également vérifiée par le commissaire enquêteur.

Le 2 juillet 2015, le commissaire enquêteur a visité toute la ZAC de Bezannes et le vieux village de Bezannes avec M. le maire et M. Alain Jaquinet (retraité/ Ingénieur en chef de la fonction publique territoriale et ancien directeur, à Reims Métropole, du projet de la ZAC de Bezannes).

Ces deux visites ont permis au commissaire enquêteur de valider la crédibilité de l'état initial de l'environnement du projet, de constater la diversification des typologies bâties et l'organisation routière interne satisfaisante de la ZAC.

2.2.4. Auditions en cours d'enquête

Par correspondance du 10 juin 2015, le commissaire enquêteur a demandé deux auditions à Reims Métropole.

- Le 2 juillet 2015, le commissaire enquêteur a rencontré dans les locaux de Reims Métropole (1 place Max Rousseau), M. Sylvain Sachau (Directeur des déplacements et études sur les espaces publics), Mme Agnès Chéhère (chef de projet ZAC de Bezannes) et Mme Carine Alavant (Responsable cellule mobilité) afin que les aménagements et améliorations programmés concernant les accès à la ZAC de Bezannes soient clarifiés.

Ces échanges ont été profitables. Ils sont relatés en pages 16 et 17 du présent rapport. Un document de Reims Métropole relatif à l'accessibilité du projet de polyclinique a été ajouté au dossier d'enquête et figure en annexe 2.

- Le 3 juillet 2015, le commissaire enquêteur a rencontré dans les locaux de Reims Métropole (3 rue Arthur Decès), M. Ingland (Directeur de l'eau et de l'assainissement), M. Christophe Pointud (Chef de service) et Mme Agnès Chéhère pour se faire préciser les solutions de raccordement du projet au réseau des eaux usées de Reims Métropole.

Cet entretien a été fructueux et a permis d'éclaircir les modalités de raccordement des eaux usées du projet (Cf. Point 1.4.2.3 du présent rapport).

2.2.5. Réunion en cours d'enquête

Le 2 juillet 2015, le commissaire enquêteur a rencontré à la mairie de Bezannes M. Alain Jaquinet (retraité/ ancien directeur, à Reims Métropole, du projet de la ZAC de Bezannes) qui a présenté au commissaire enquêteur tout l'historique de la ZAC de Bezannes.

2.2.6. Dates, lieu, durée de l'enquête publique

Les dates de l'enquête, des permanences et le lieu de l'enquête ont été fixés par M. le Préfet de la Marne après concertation avec le commissaire enquêteur.

Conformément à l'arrêté préfectoral, l'enquête publique a été prescrite pour une durée de 31 jours consécutifs, soit du lundi 15 juin 2015 au mercredi 15 juillet 2015 inclus.

Le registre d'enquête publique, à feuillets non mobiles, a été coté, paraphé et ouvert par le commissaire enquêteur.

Le registre et les pièces du dossier d'enquête ont été tenus à la disposition du public, en mairie de Bezannes, pendant toute la durée de l'enquête publique, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie :

- du lundi au vendredi de 14H00 à 17H45 ;
- le vendredi de 14h00 à 16H45.

2.2.7. Permanences du commissaire enquêteur

Conformément à l'article 3 de l'arrêté d'ouverture d'enquête, cinq permanences ont été assurées à la mairie de Bezannes par le commissaire enquêteur :

- le lundi 15 juin 2015 de 14H00 à 16H00 ;
- le samedi 20 juin 2015 de 09H00 à 12H00 ;
- le vendredi 26 juin 2015 de 14H00 à 16H00 ;
- le samedi 4 juillet 2015 de 10H00 à 12H00 ;
- le mercredi 15 juillet 2015 de 15H45 à 17H45.

En début de permanence, le commissaire enquêteur a procédé systématiquement aux opérations suivantes :

- rencontre avec le personnel de la mairie pour s'informer des éventuelles consultations du dossier d'enquête et des éventuels courriers reçus ;
- consultation du registre d'enquête pour prendre connaissance des éventuelles observations formulées par le public ;
- vérification du dossier d'enquête pour s'assurer qu'aucune pièce ne manque.

2.2.8. Information effective du public

2.2.8.1. Publicité légale de l'enquête publique dans la presse

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête a été publié, au moins quinze jours avant l'ouverture de l'enquête, dans les deux journaux suivants :

- l'Union : édition du vendredi 29 mai 2015 ;
- la Marne Agricole : édition du vendredi 29 mai 2015.

Un rappel de cet avis a été publié dans les huit premiers jours de l'enquête :

- l'Union : édition du samedi 20 juin 2015 ;
- la Marne Agricole : édition du vendredi 19 juin 2015.

2.2.8.2. Publicité légale de l'enquête publique par voie d'affichage

Au moins quinze jours avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de l'enquête, l'avis d'enquête a été affiché :

- en mairie de Bezannes (hall d'entrée) et sur le panneau d'affichage extérieur (grille d'entrée de la mairie). Le commissaire-enquêteur a vérifié cet affichage le 4 juin 2015, le 10 juin 2015 et avant les cinq permanences.
A l'issue de l'enquête, le certificat de publication et d'affichage a été signé par le maire de Bezannes ;
- par le Groupe Courlancy, sur les lieux prévus pour la construction de la polyclinique. Trois affiches (format A2, fond jaune) ont été mises en place.
Le commissaire enquêteur a vérifié cet affichage le 2 juin 2015 et avant les cinq permanences.

2.2.8.3. Publicité de l'enquête publique par Internet

- Le 1^{er} décembre 2014, l'avis de l'autorité environnementale a été publié sur le site Internet de la DREAL de Champagne-Ardenne.
 - Le 19 mai 2015, l'avis d'enquête a été publié sur le site Internet de l'Etat dans la Marne (www.marne.gouv.fr).
 - Le 21 mai 2015, l'enquête a été annoncée sur le site Internet de la mairie de Bezannes à la rubrique « actualités ».
- Ces trois publications sont restées en ligne pendant toute la durée de l'enquête.

2.2.8.4. Autres actions d'information du public

- L'enquête a été annoncée sur « La Gazette » n° 300 de Bezannes de mai 2015.
- Du 21 mai au 15 juillet 2015, le panneau d'informations lumineux de la commune a également annoncé cette enquête.
- De nombreux articles sur le projet de polyclinique Courlancy à Bezannes sont en ligne sur Internet et ont été publiés dans la presse.

2.3. Incidents relevés au cours de l'enquête publique

Aucun incident n'est venu troubler l'enquête publique.

2.4. Climat de l'enquête publique

Cette enquête publique s'est déroulée sereinement.

La mairie a mis tous les moyens nécessaires à la disposition du public et du commissaire enquêteur.

M. le maire de Bezannes s'est attaché à apporter tous les renseignements utiles au commissaire enquêteur.

2.5. Clôture de l'enquête publique et modalités de transfert du dossier d'enquête et du registre d'enquête

L'enquête publique a pris fin le 15 juillet 2015.

Le commissaire enquêteur a emporté le dossier d'enquête avec le registre à l'issue de sa 5^{ème} et dernière permanence (le mercredi 15 juillet 2015 après la fermeture de la mairie).

Le registre d'enquête a été clôturé et signé par le commissaire enquêteur.

2.6. Relation comptable des visites et observations

Pendant l'enquête publique, quatre personnes sont venues à la mairie rencontrer le commissaire enquêteur. Trois observations ont été déposées.

- 1^{ère} permanence (lundi 15 juin 2015 de 14H00 à 16H00) :
Deux personnes sont venues consulter le dossier d'enquête pour se renseigner sur les accès aux parkings de la polyclinique.
- 2^{ème} permanence (samedi 20 juin 2015 de 09H00 à 12H00) :
Aucune visite.
- 3^{ème} permanence (vendredi 26 juin 2015 de 14H00 à 16H00).
Aucune visite.
- 4^{ème} permanence (samedi 4 juillet 2015 de 10H00 à 12H00).
Aucune visite
- 5^{ème} permanence (mercredi 15 juillet 2015 de 15H45 à 17H45).
Un couple, habitant à proximité du projet de polyclinique, est venu consulter le dossier d'enquête pour s'informer sur les impacts concernant le bruit et la circulation routière.
Trois observations ont été faites sur le registre d'enquête.

En dehors des permanences du commissaire enquêteur, personne n'a consulté le dossier d'enquête. Aucune observation n'a été adressée par voie électronique (Cf. Art.2 de l'arrêté d'ouverture d'enquête).

2.7. Notification du procès-verbal de synthèse et mémoire en réponse

Le lundi 20 juillet 2015, au siège du Groupe Courlancy à Reims, le procès-verbal (PV) de synthèse des observations du public et les thèmes abordés par le commissaire enquêteur ont été remis à M. Jean-Marc Frénéhard (Directeur Courlancy).

Le commissaire enquêteur a commenté à M. Frénéhard le PV de synthèse, les trois observations du public et les sept thèmes abordés (Cf. Pièces jointes).

M. Frénéhard a été invité, par le commissaire enquêteur, à produire un mémoire en réponse dans un délai maximum de 15 jours, soit avant le 5 août 2015.

Le 27 juillet 2015, le commissaire-enquêteur a reçu les réponses par courriel et le 28 juillet 2015 par courrier (Cf. Pièces jointes).

Pour les 2^{ème} et 3^{ème} observations qui concernent surtout les compétences de Reims Métropole, le commissaire enquêteur a aussi demandé une réponse à Mme Chéhère (Reims Métropole/ Chef de projet ZAC de Bezannes [Cf. COM TEL du 16/07/15 avec Mme Chéhère et Mail du 16/07/15 à Mme Chéhère/ Cf. Pièces jointes]).

Le 24 juillet 2015, le commissaire-enquêteur a reçu les réponses par courriel et le 30 juillet 2015 par courrier (Cf. Pièces jointes).

3. ANALYSE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

Trois observations ont été déposées par un couple riverain du projet de polyclinique.

1^{ère} observation

« L'étude d'impact sonore indique en page 111, que les équipements techniques prévus sont susceptibles de générer des non-conformités en seuil de dB. Nous sommes riverains et nous avons déjà eu le cas d'une entreprise qui présentait des équipements engendrant des nuisances sonores jour et nuit. Il est mentionné que le groupe Courlancy s'engage à livrer un équipement conforme par rapport au bruit engendré et va mettre en œuvre une étude afin de s'en assurer. Cette étude sera-t-elle rendue publique. »

Réponses du Groupe Courlancy :

Les équipements du bâtiment seront conformes à la réglementation acoustique spécifique aux établissements de santé en vigueur.

Une étude acoustique sera réalisée à la fin de la construction sur la base de l'environnement à la date de livraison.

Le Maître d'ouvrage s'engage à faire effectuer des mesures in situ à la réception aux fins de vérification de la conformité. Les mesures acoustiques seront validées par le contrôleur technique et le Conseil Haute Qualité Environnementale.

Ces études ne sont pas rendues publiques.

Appréciations du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur prend acte des engagements du Groupe Courlancy concernant le respect des seuils réglementaires d'émergence sonore.

Il convient que les résultats de l'étude acoustique soient communiqués au maire de Bezannes qui sera sollicité en premier lieu si des riverains se plaignent de gêne sonore. En effet, le maire est l'autorité administrative la plus proche des citoyens, qui assure, en vertu du Code général des collectivités territoriales, la prévention, la médiation mais aussi le respect de la tranquillité publique.

2^{ème} observation

« L'étude concernant les flux de circulation date de 2012. Depuis des entreprises et des habitants ont pris leurs quartiers dans la zone. Aux heures d'arrivée dans les bureaux (matin) ainsi que de sortie des bureaux (midi / soir), il est fréquent, sur la rue Jean Monnet d'attendre 15/20 mn.

Pour accéder au rond-point Murigny : la voirie n'est déjà plus dimensionnée pour absorber les flux de circulation (habitat, travailleurs, voyageurs TGV). Le courrier de retour de R. Métropole fait état de mesures à ce sujet « à moyen / long terme » : peut-on avoir un calendrier plus précis ? Cela serait déjà d'actualité.

Des aménagements sur la voirie rue Louis Victor de Broglie seraient à prévoir : ralentisseurs ? zone 30 ? les véhicules y roulent déjà très vite, ou virage dangereux à 50 km/H ».

Réponse du Groupe Courlancy :

Cf courrier de Reims Métropole du 9 juillet 2015.

Réponses de Reims Métropole

Les décisions sur les aménagements complémentaires à réaliser avenue de Champagne et leur planning de réalisation seront prises après achèvement des études en cours.

Concernant la rue Louis Victor de Broglie, la remarque évoquée concerne la non application du Code de la Route, et non les aménagements. Le Code de la Route stipule notamment, dans son article R413-17, que « les vitesses maximales autorisées (...) ne dispensent en aucun cas le conducteur de rester constamment maître de sa vitesse et de régler cette dernière en fonction de l'état de la chaussée, des difficultés de la circulation et des obstacles prévisibles. Sa vitesse doit être réduite 1° Lors de croisement ou du dépassement de piétons ou de cyclistes isolés ou en

groupe ; (...) 6° dans les virages ; (...).

Au besoin, des campagnes de prévention et de contrôle routier pourront être réalisées.

Appréciations du commissaire enquêteur

Sur la réponse du Groupe Courlancy

Le courrier de Reims Métropole figure en annexe 2. Ce document apporte toutes les informations nécessaires sur l'accessibilité du projet de Polyclinique à Bezannes.

Sur les réponses de Reims Métropole

En ce qui concerne « les aménagements complémentaires à réaliser », le commissaire enquêteur regrette que Reims Métropole ne s'engage pas sur un calendrier, comme le demande le public.

S'agissant des problèmes de circulation routière rue Louis Victor de Broglie, ils relèvent du maire de Bezannes chargé de la police municipale sur l'ensemble du territoire de sa commune.

Si nécessaire, il revient au maire de réglementer par arrêté la circulation sur la rue Louis Victor de Broglie.

3^{ème} observation

« Le projet prévoit 1200 places de parking. Pour les visiteurs/patients, les places seront-elles gratuites ou payantes ?

Si celui-ci est payant, les gens vont prendre les places de parking gratuites sur la voie publique qui sont dimensionnées pour des habitations à l'heure actuelle. Sera-t-il prévu une augmentation des places de stationnement publiques, dans cette hypothèse ? »

Réponses du Groupe Courlancy

La capacité a été étudiée et calibrée pour l'établissement.

Le parking sera payant comme actuellement.

La gestion des parkings sur le domaine public est du ressort de Reims Métropole.

Réponses de Reims Métropole

Les stationnements de chaque programme de la ZAC, qu'il s'agisse d'activités ou de logements, doivent être aménagés sur l'espace privé. Il n'y aura pas de stationnement sur l'espace public en plus de ce qui existe aujourd'hui, essentiellement rue Louis Victor de Broglie.

Appréciations du commissaire enquêteur

Sur les réponses du Groupe Courlancy

Les réponses du Groupe Courlancy sont cohérentes.

Sur les réponses de Reims Métropole

Les réponses de Reims Métropole sont conformes aux documents suivants :

- le règlement du PLU de la commune de Bezannes, qui stipule : « Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques » ;
- le Plan de protection de l'atmosphère et le Plan de déplacements urbains qui visent à proposer à la population d'autres solutions de mobilité que le « tout automobile ».

4. THÈMES ABORDÉS PAR LE COMMISSAIRE ENQUÊTEUR ET ANALYSE DES RÉPONSES DU GROUPE COURLANCY

A l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a demandé au Groupe Courlancy d'apporter des réponses aux thèmes suivants :

1^{er} thème relatif au cadrage préalable

L'article R.122-4 du Code de l'environnement précise que tout pétitionnaire peut obtenir de l'autorité compétente pour autoriser le projet de lui préciser le degré de précision des informations qui devront figurer dans l'étude d'impact. A cette fin, le maître d'ouvrage ou le pétitionnaire doit fournir un certain nombre d'information (Cf. Article R.122-4).

L'autorité compétente consulte les autorités administratives de l'Etat compétentes en matière d'environnement et de santé. Dans son avis, l'autorité compétente précise les éléments permettant au pétitionnaire d'ajuster le contenu de l'étude d'impact à la sensibilité des milieux et aux impacts potentiels du projet. Dans sa réponse, l'autorité compétente indique notamment :

- les zonages, schémas et inventaires susceptibles d'être affectés par le projet ;
- les autres projets avec lesquels les effets cumulés devront être étudiés ;
- la liste des organismes susceptibles de fournir des informations utiles à l'étude d'impact ;
- éventuellement, le périmètre approprié pour l'étude de chacun des impacts du projet.

En outre, une réunion de concertation avec les parties prenantes locales intéressées par ce projet, peut être organisée, à la demande du pétitionnaire ou maître d'ouvrage, par l'autorité compétente pour autoriser le projet, afin que chacune puisse faire part de ses observations sur l'impact potentiel du projet envisagé (Cf. Article L.122-1-2 du Code de l'environnement).

Question du commissaire enquêteur

Ces deux facultés ont-elles été utilisées ?

Réponses du Groupe Courlancy :

Le maître d'ouvrage n'a pas saisi l'autorité compétente pour organiser une réunion de concertation avec les parties prenantes locales intéressées par ce projet afin de requérir les observations de chacun sur l'impact potentiel du projet envisagé.

Le code de l'environnement permet cette possibilité mais tenu par des plannings dans le cadre de la procédure du Permis de Construire, cette contrainte n'a pas permis d'organiser cette réunion.

Appréciation du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur regrette que les possibilités de concertation offertes par le Code de l'environnement ne soient pas utilisées par le maître d'ouvrage.

2^{ème} thème relatif à l'emploi

Question du commissaire enquêteur :

Le projet de polyclinique représente combien d'emplois directs (transférés, créés) et d'emplois indirects (estimation) ?

Réponse du Groupe Courlancy :

Le projet prévoit le transfert de 1100 emplois.

Appréciation du commissaire enquêteur

A moyen et long terme, le pôle de santé devrait représenter des emplois directs et indirects conséquents.

3^{ème} thème relatif au coût du projet de polyclinique

L'étude d'impact (page 97) indique un coût des travaux de 88 750 000€ HT.
Des articles de presse annoncent un projet de 140M€.

Questions du commissaire enquêteur

A quoi correspondent ces 140 millions d'euros ?

Réponse du Groupe Courlancy

Il s'agit du montant global de l'opération reprenant la totalité des dépenses nécessaires à la construction et aux équipements.

Appréciation du commissaire enquêteur

C'est un investissement d'ampleur et un chantier considérable pour l'économie locale et régionale.

4^{ème} thème relatif au calendrier des travaux

Le dossier d'enquête précise que les travaux seront réalisés en deux tranches :

- de septembre 2015 à décembre 2017 : construction des bâtiments A, B, Clinique et D (barre technique) ;
- de décembre 2018 à novembre 2020, construction du bâtiment C.

Questions du commissaire enquêteur

A ce jour, quel est le calendrier prévisionnel des travaux et la date d'ouverture de la polyclinique ?

Réponses du Groupe Courlancy

Démarrage travaux :

- bâtiments A B et clinique décembre 2015
- bâtiment C 2^{ème} semestre 2016

Livraison

- bâtiments A B et clinique 1^{er} trimestre 2018
- bâtiment C 1^{er} trimestre 2018

Appréciation du commissaire enquêteur

Pendant les deux ans et quatre mois de travaux, les impacts liés au chantier devront être particulièrement suivis (Cf. Annexe 6).

5^{ème} thème relatif au stationnement

Le rapport d'étude de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité du 30 avril 2015 indique « 899 places de parking » :

- « 341 places pour le parking patients/visites » ;
- « 218 places pour le parking Nord-Ouest » ;
- « 340 places pour le parking Nord-Est » ;

Il est ajouté : « d'autres places sont destinées au personnel ».

Question du commissaire enquêteur

Combien de places de parking sont prévues pour les visiteurs et pour le personnel.

Réponse du Groupe Courlancy

Sur l'ensemble du site sont prévues 1169 places de parking dont 300 places environ pour le personnel et les médecins.

Appréciation du commissaire enquêteur

Le nombre de places de parking est adapté au projet de polyclinique.

6^{ème} thème concernant les effets cumulés

L'étude d'impact indique en page 135 que quatre projets peuvent se cumuler avec le pôle de santé Courlancy (source DREAL/ Champagne-Ardenne) dont le projet CIRMAD Est⁽¹⁾/ (Centre de stockage de données informatiques) situé à Bezannes. Les impacts du projet CIRMAD Est sont parfaitement décrits.

Après avoir cité le projet CIRMAD Est, l'autorité environnementale indique dans son avis (page 4/5) : « Le dossier ne justifie pas l'absence d'une analyse des effets cumulés avec les autres projets recensés ».

Dans sa réponse à l'autorité environnementale, le groupe Courlancy n'a pas répondu à cette observation.

(1) : le maire de Bezannes, interrogé par le commissaire enquêteur sur la localisation du projet CIRMAD Est, a fait savoir que le projet de Centre de stockage était abandonné depuis très longtemps.

Question du commissaire enquêteur

Quelles sont les justifications de l'absence de l'analyse des effets cumulés avec les trois autres projets recensés ?

Réponses du Groupe Courlancy

Le projet n'appelle pas d'effets cumulés avec d'autres projets connus.

Les parcelles actuelles n'ont pas de vocation agricole, de ce fait, elles ne peuvent pas être destinées au plan d'épandage.

Pour ce qui est des autres projets connus soit :

- ils sont abandonnés (CIRMAD Est),
- ils sont trop éloignés de l'opération (société Boulangerie de l'Europe et magasin Leroy Marlin à plus de 3 Km).

Appréciation du commissaire enquêteur

La réponse du Groupe Courlancy concernant l'éloignement des autres projets (plus de 3 Km) est cohérente avec les aires d'étude retenues dans le cadre de la construction de la polyclinique. En effet, le périmètre de l'aire d'étude éloignée est situé à 1000 m du projet de polyclinique.

7^{ème} thème relatif à l'évaluation des impacts et aux modalités de suivi des mesures

Pour les impacts concernant « le risque de saturation de certains carrefours de la desserte locale du au trafic généré par le pôle de santé » et « les équipements techniques extérieurs susceptibles de générer des niveaux sonores dépassant les exigences réglementaires en termes d'émergence, notamment en période nocturne », le tableau d'évaluation et de modalités de suivi des mesures (page 137 de l'étude d'impact) indique respectivement deux mesures :

- « une étude ad-hoc doit être envisagée afin de vérifier l'impact du projet sur la circulation routière » ;
- « affiner l'étude acoustique en consolidant les hypothèses de trafic de manière à envisager le besoin en terme de dimensionnement de protections ».

Mais pour ces deux études, le tableau ne précise pas les modalités de suivi des mesures et des effets.

Questions du commissaire enquêteur (Réf : Art.R122-5 du code de l'environnement/ 2^{ème} paragraphe/ Point 7)

Quelles sont les modalités de suivi de ces deux études (ex : calendrier des deux études, estimation des dépenses correspondantes, ...) ?

Nota : selon le maire de Bezannes, les premiers immeubles riverains du projet de polyclinique seront livrés :

- au 2^{ème} semestre 2015 et en 2016, pour « Les Rives du Golf » : 91 logements ;
- en 2017, pour « Les Terrasses du Golf » : 163 logements.

Réponses du Groupe Courlancy

Une étude acoustique sera réalisée à la fin de la construction sur la base de l'environnement à la date de livraison.

Le Maître d'ouvrage s'engage à faire effectuer des mesures in situ à la réception aux fins de vérification de la conformité. Les mesures acoustiques seront validées par le contrôleur technique et le Conseil Haute Qualité Environnementale.

Etudes de circulation routière

Cf courrier de Reims Métropole du 9 juillet 2015.

Appréciations du commissaire enquêteur

Pour l'étude acoustique, le commissaire enquêteur prend acte des engagements pris par le Groupe Courlancy.

Le courrier de Reims Métropole figure en annexe 2.

5. APPRÉCIATION GLOBALE DU PROJET DE POLYCLINIQUE

Ce projet s'inscrit dans une zone d'activité en développement.

Les impacts du projet seront soit sans effet soit faibles ou feront l'objet de mesures de prévention, d'évitement ou de réduction.

Le public et les services consultés n'ont pas émis d'avis défavorable sous réserve des prescriptions que le Groupe Courlancy devra prendre en compte.

Reims Métropole et le Groupe Courlancy ont apporté aux observations du public, de l'autorité environnementale et aux questions du commissaire enquêteur des réponses appropriées de nature à satisfaire les interrogations soulevées par le dossier d'enquête.

Fait à Châtillon sur Marne le 3 août 2015

Le commissaire enquêteur

M. Thierry Malvaux



Nota :

Conformément à l'Art R123-19 du Code de l'environnement, les conclusions motivées du commissaire enquêteur sont séparées du rapport d'enquête et figurent en 2^{ème} partie du présent document.

2^{ème} PARTIE

CONCLUSIONS MOTIVÉES DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

1. PRÉAMBULE

M. Thierry Malvaux a été désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire pour la présente enquête publique relative à une demande de permis de construire présentée par la S.A. Polyclinique Courlancy pour l'édification, sur le territoire de la commune de Bezannes dans la ZAC, d'un ensemble de constructions à usage de polyclinique.

Mme Ginette Binet étant désignée en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

2. RESUMÉ DU PROJET DE POLYCLINIQUE

Le Groupe Courlancy souhaite construire sur la ZAC de Bezannes un pôle de santé ayant pour objectifs :

- l'excellence de l'offre de soins rémoise ;
- la maîtrise des dépenses de santé ;
- l'accueil amélioré des patients.

L'établissement est destiné aux soins de consultations, d'hospitalisation, de médecine, de chirurgie générale et obstétrique. Il accueillera également les services d'urgence, d'imagerie médicale, de laboratoire, de radiothérapie, de médecine nucléaire ainsi que toute la logistique.

Ce projet de polyclinique comprend cinq bâtiments (R+3) et une barre technique. Le montant global de l'opération est de 140M€ (construction et équipements).

La ZAC de Bezannes a été choisi pour :

- des critères environnementaux favorables ;
- la proximité de la gare TGV Champagne-Ardenne, de l'A4, de l'A26 et des dessertes tramway et bus ;
- une valeur écologique assez faible des terrains ;
- une situation favorable en entrée de l'agglomération rémoise.

3. AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR SUR LE DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le commissaire enquêteur a constaté que :

- La publicité légale de l'enquête dans la presse a été effectuée, au moins quinze jours avant l'ouverture de l'enquête, dans L'Union (édition du 29 mai 2015) et la Marne Agricole (édition du 29 mai 2015).
- Dans les huit premiers jours de l'enquête, un rappel de l'avis d'enquête a été publié dans L'Union (édition du 20 juin 2015) et la Marne Agricole (édition du 19 juin 2015).
- Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête a été affiché, au moins quinze jours avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de l'enquête, dans le hall de la mairie et sur le panneau d'affichage à l'entrée du parking de la mairie. L'affichage a été vérifié par le commissaire enquêteur avant l'enquête et avant toutes les permanences.

- Le Groupe Courlancy a affiché l'avis d'enquête (format A2, fond jaune), au moins quinze jours avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de l'enquête, sur les lieux prévus pour la construction de la polyclinique à trois emplacements. L'affichage a été vérifié par le commissaire enquêteur avant l'enquête et avant toutes les permanences.
- L'arrêté préfectoral prescrivant l'enquête a été publié au moins quinze jours avant l'ouverture de l'enquête (le 13 mai 2015).
- Le 1^{er} décembre 2014, l'avis de l'autorité environnementale a été publié sur le site Internet de la DREAL de Champagne-Ardenne et est resté en ligne jusqu'à la fin de l'enquête.
- Le 19 mai 2015, l'avis d'enquête a été publié sur le site Internet de l'Etat dans la Marne et est resté en ligne jusqu'à la fin de l'enquête.
- Le 21 mai 2015, l'enquête a été annoncée sur le site Internet de la mairie de Bezannes à la rubrique « actualités » et est resté en ligne jusqu'à la fin de l'enquête.
- L'enquête a été annoncée sur « La Gazette » n° 300 de Bezannes de mai 2015.
- Du 21 mai au 15 juillet 2015, le panneau d'informations lumineux de la commune a également annoncé cette enquête.
- De nombreux articles sur le projet de polyclinique à Bezannes sont en ligne sur Internet et ont été publiés dans la presse.
- Le dossier d'enquête est complet, de bonne qualité. Il permet la compréhension du projet et des objectifs du groupe Courlancy.
- Le dossier d'enquête et le registre d'enquête ont été mis à la disposition du public en mairie de Bezannes pendant 31 jours consécutifs, du lundi 15 juin 2015 jusqu'au mercredi 15 juillet 2015 inclus.
- Cinq permanences ont été effectuées en mairie aux dates suivantes :
 - ✓ le lundi 15 juin 2015 de 14H00 à 16H00 ;
 - ✓ le samedi 20 juin 2015 de 09H00 à 12H00 ;
 - ✓ le vendredi 26 juin 2015 de 14H00 à 16H00 ;
 - ✓ le samedi 4 juillet 2015 de 10H00 à 12H00 ;
 - ✓ le mercredi 15 juillet 2015 de 15H45 à 17H45.
- Le certificat de publication et d'affichage a été signé par le maire de Bezannes le 16 juillet 2015.
- L'enquête publique s'est déroulée sans incident.

Le commissaire enquêteur estime donc que cette enquête a été conforme aux prescriptions de l'arrêté d'ouverture d'enquête n° 2015 DIV 09 ENQ du 13 mai 2015 et au cadre juridique cité au paragraphe 1.3. du rapport d'enquête.

4. AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR SUR L'ÉTUDE D'IMPACT

L'étude d'impact est adaptée aux enjeux, explicite et aisée à comprendre par le public. Son contenu est proportionné à la sensibilité environnementale de la zone d'étude et comprend les éléments prescrits par l'Art. R122-5 du Code de l'environnement (Cf. Annexe 5).

4.1. Avis du commissaire enquêteur sur la crédibilité de l'état initial de l'environnement du projet

Aucune invraisemblance concernant l'état initial de l'environnement n'a été constatée par le commissaire enquêteur lors de la visite des lieux et des différents entretiens.

L'analyse de l'étude d'impact et de l'avis de l'autorité environnementale attestent du **faible intérêt écologique du site** (ex : aucune plante protégée, aucune espèce protégée nicheuse sur le site).

4.2. Avis du commissaire enquêteur sur l'ampleur des effets du projet et de ses conséquences environnementales et de santé

De la longue étude d'impact analysée dans le rapport d'enquête, tant en ce qui concerne les effets temporaires sur l'environnement des travaux de construction projetés, que des effets permanents de cette construction une fois celle-ci réalisée, il apparaît que la grande majorité des effets du projet sont sans contrainte ni enjeu notable sur l'environnement et la santé.

4.3. Avis du commissaire enquêteur sur les mesures permettant de supprimer tout impact sur l'environnement et sur les modalités de suivi de ses mesures

Les mesures de prévention, d'évitement et de réduction mises en œuvre sont adaptées aux différents impacts.

Les modalités d'évaluation et de suivi des mesures sont cohérentes.

Reims Métropole et le Groupe Courlancy ont apporté respectivement au commissaire enquêteur toutes les réponses nécessaires sur les actions concernant la circulation routière et le respect des seuils réglementaires d'émergence sonore.

En phase chantier, le coordinateur environnemental devra s'assurer que toutes les mesures de prévention, d'évitement et de réduction soient scrupuleusement respectées par les entreprises chargées de réaliser les travaux.

Pour pallier à l'imperméabilisation du sol (55 000 m²) et assurer la collecte des eaux pluviales, le groupe Courlancy devra veiller à l'entretien annuel et post événements pluvieux des ouvrages hydrauliques.

5. APPRÉCIATIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR SUR LES AVIS DES SERVICES CONSULTÉS

Le commissaire enquêteur considère que tous les services consultés sont **favorables** au projet.

Le Groupe Courlancy devra respecter les diverses prescriptions des services consultés.

6. SYNTHÈSE DES APPRÉCIATIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR SUR LES OBSERVATIONS DU PUBLIC

Cette enquête publique n'a pas mobilisé la population.

En effet, seules quatre personnes sont venues consulter le dossier d'enquête pendant les permanences du commissaire enquêteur :

- deux personnes se sont renseignées sur les accès aux parkings du projet de polyclinique ;
- un couple, riverain du projet de polyclinique, a déposé trois observations.

En dehors des permanences, personne n'est venu à la mairie de Bezannes consulter le dossier d'enquête.

Le peu d'observations s'explique par l'objet de l'enquête (la polyclinique bénéficie à la population), le lieu adapté du projet (ZAC de Bezannes), le très faible intérêt écologique du site et surtout l'absence de riverains (« Les Rives du Golf » : 91 appartements livrés au 2^{ème} semestre 2015 et en 2016, « les Terrasses du Golf » : 163 appartements livrés en 2017).

Les trois observations déposées sont représentatives des préoccupations de tous futurs riverains. A savoir :

- **la saturation du trafic automobile ;**
- **les problèmes de stationnement ;**
- **les nuisances sonores.**

Le Commissaire enquêteur considère que Reims Métropole et le Groupe Courlancy ont apporté des réponses adaptées et cohérentes à ces trois préoccupations du public.

Il prend acte des actions prévues par Reims Métropole pour améliorer l'accessibilité routière et les transports en commun (Cf. Annexe 2), et des engagements pris par le Groupe Courlancy pour supprimer les nuisances sonores (Cf. Rapport d'enquête/ Paragraphes 4 et 5).

7. CONCLUSIONS PERSONNELLES, MOTIVÉES ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

7.1. Avantages, inconvénients et analyse bilancielle du projet de polyclinique

7.1.1. Avantages du projet de polyclinique

Le commissaire enquêteur estime que **les avantages** de ce projet sont les suivants :

- La création d'un pôle médical au service de la population, qui se veut à la pointe de la technologie, avec une ambition d'excellence et en capacité de s'adapter aux nouvelles techniques et à la médecine de demain.
- Pour Reims Métropole et Bezannes, le développement de l'économie et de l'emploi. En outre, 7 hectares autour des nouveaux bâtiments sont réservés à l'accueil d'entreprises innovantes du secteur médical.
- L'attractivité du territoire rémois à la patientèle du bassin parisien (40 mn de Paris par le TGV) et du grand quart Nord-Est de la France.
- Une architecture aux préoccupations environnementales : bâtiment labellisé basse consommation, chambres systématiquement exposées au sud avec vue sur des espaces verts, lumière naturelle privilégiée, toitures végétalisées, stationnements équipés de noues végétalisées et de dalles de parkings drainantes, démarche de haute qualité environnementale.

- Une architecture en écho avec l'environnement du site (ex : un bâtiment à terrasses dont les chambres ont toutes vue sur le golf de Bezannes).
- Une polyclinique ne coûtant rien aux contribuables (investissement privé de 140M€).
- Une réserve foncière (à l'extrémité de la rue médicale) pour étendre les services possibles sur le site (ex : restauration).
- Une sensibilité du site au projet nulle ou négligeable. Aucun impact significatif sur la biodiversité et le patrimoine naturel n'est occasionné directement ou indirectement par la construction de ce pôle de santé.
- Le projet n'a aucun impact sur :
 - ✓ le milieu physique ;
 - ✓ la ressource en eau ;
 - ✓ les réseaux énergétiques et de télécommunication ;
 - ✓ les servitudes d'utilité publique ;
 - ✓ le patrimoine bâti ;
 - ✓ la qualité de l'air ;
 - ✓ les déchets liés à l'exploitation future de la polyclinique.
- Il n'y a pas d'incompatibilité avec les périmètres AOC/AOP.
- La contrainte archéologique est levée.
- Le site du projet n'est pas concerné par les risques inondation, remontée de nappe, sismique (enjeu nul ou très faible), mouvement de terrain, cavités souterraines, retrait-gonflement des argiles, transport de matières dangereuses. Il n'est touché par aucun Plan de prévention des risques technologiques (PPRT).
- Une excellente desserte du site par les transports en commun (proximité de la gare TGV Champagne-Ardenne, de l'A4, d'un arrêt de tramway et de bus) et par le maillage des pistes et voies vélos/piétons.
- Le site du projet correspond à une zone d'extension urbaine fixée par le SCoT de la région rémoise, qui oriente la croissance urbaine vers les franges d'agglomération.
La ZAC de Bezannes cumule donc toutes les conditions pour accueillir la nouvelle polyclinique du Groupe Courlancy.
- Le projet de pôle santé de Bezannes est compatible avec :
 - ✓ le SCoT de la région rémoise ;
 - ✓ le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Seine-Normandie ;
 - ✓ le schéma d'aménagement et de gestion des eaux Aisne Vesle Suipe ;
 - ✓ le schéma régional de gestion sylvicole de Champagne-Ardenne ;
 - ✓ le plan climat air énergie régional ;
 - ✓ le plan local d'urbanisme de la commune de Bezannes.

Nota : à ce jour, le schéma régional de cohérence écologique n'a pas été diffusé.
- Le projet de pôle santé de Bezannes contribue au projet urbain intégré de l'agglomération rémoise.
- Aucun effet ne se cumule avec ceux d'autres projets connus.

- La commune de Bezannes et tous les services consultés (sous réserve de prescriptions) sont favorables au projet.

La construction de la polyclinique Courlancy est donc un atout pour l'agglomération rémoise. En outre, le projet de polyclinique s'inscrit dans une zone d'activité en développement, qui a été déclarée d'utilité publique par le préfet le 21 décembre 2005.

7.1.2. Inconvénients du projet de polyclinique

Le commissaire enquêteur estime que **les inconvénients** de ce projet sont les suivants :

- Pendant le chantier, des risques de tassements du sol, des risques de pollutions chimiques, l'augmentation du trafic due à la circulation des engins de chantier, des risques d'interception de deux servitudes d'utilité publiques et la production de déchets. Toutefois, des mesures de prévention, d'évitement et de réduction seront prises et un contrôle sera assuré par un coordinateur environnemental.
S'agissant de l'augmentation du trafic pendant le chantier, le commissaire enquêteur préconise qu'un plan de circulation (avec horaires) destiné aux engins de chantier et aux livraisons de matériaux/matériels soit élaboré pour limiter l'incidence sur les voiries de desserte de la ZAC et du quartier aux heures de pointe.

- L'imperméabilisation des sols, la collecte des eaux pluviales, la modification du paysage. Cependant, des mesures d'évitement et de réduction seront prises pour ces différents impacts. Un contrôle sera assuré et des modalités de suivi de ces effets sont prévues.

- A moyen et long terme, une congestion généralisée, aux heures de pointe matin et soir, du giratoire de la Chaufferie et de l'avenue de Champagne (congestion due à l'ensemble des aménagements prévus sur la ZAC et pas seulement à la future polyclinique).

Pour remédier à cette saturation du trafic, Reims Métropole développe les actions suivantes :

- dès maintenant, augmentation des déplacements alternatifs (tramway et bus) ;
- avant l'ouverture de la polyclinique, amélioration de l'accessibilité routière (travaux en cours), en transports en commun (TC), piétonne et cyclable ;
- à moyen et long terme, sont à l'étude divers aménagement routiers, l'amélioration et l'évolution des TC.

Pour accompagner les actions de Reims Métropole, le commissaire enquêteur conseille au Groupe Courlancy d'élaborer, dès l'ouverture du pôle de santé, un plan de déplacements entreprise (PDE) voire inter-entreprises. C'est-à-dire un ensemble de mesures visant à optimiser les déplacements liés aux activités professionnelles (trajets domicile/travail et déplacements professionnels des collaborateurs) en favorisant l'usage des modes de transport alternatifs à la voiture individuelle.

- Des équipements techniques extérieurs susceptibles de générer des niveaux sonores dépassant les exigences réglementaires en termes d'émergence, notamment de nuit. Mais la maîtrise d'œuvre étudie particulièrement ces impacts pour qu'ils ne dépassent pas les seuils réglementaires.

De plus, le Groupe Courlancy mènera une étude acoustique à la fin de la construction pour s'assurer que les précautions prises s'avèrent suffisantes et que les émergences sonores ne dépassent pas les seuils imposés.

Le commissaire enquêteur prend acte de toutes les mesures prises pour prévenir, éviter ou réduire tous les inconvénients du projet.
--

7.1.3. Bilan des avantages et des inconvénients du projet de polyclinique

De l'appréciation des avantages et des inconvénients, il apparaît que pour l'ensemble des critères abordés, les inconvénients seront évités ou réduits par les mesures prises par Reims Métropole (ex : augmentation des transports en commun) et le Groupe Courlancy (ex : contrôle du chantier par un coordinateur environnemental).

Le commissaire enquêteur estime donc que les avantages de ce projet sont bien supérieurs aux inconvénients.

En conséquence, l'analyse bilancielle justifie le projet de construction d'une polyclinique sur la ZAC de Bezannes.

7.2. Avis du commissaire enquêteur

En l'état actuel du dossier d'enquête et après avoir :

- Étudié le contenu du dossier d'enquête publique.
- Rencontré les responsables du groupe Courlancy, le maire de Bezannes, le directeur des déplacements et études sur les espaces publics de Reims Métropole, le directeur de l'eau et de l'assainissement de Reims Métropole.
- Contacté le chargé de mission évaluation environnementale/DREAL et le chef de la politique de l'eau/DDT51.
- Visité toute la ZAC de Bezannes et le lieu du projet.
- Assuré cinq permanences.
- Dans le rapport d'enquête :
 - ✓ relaté le projet de construction et le déroulement de l'enquête publique ;
 - ✓ analysé l'étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale, les avis des services consultés, les réponses du groupe Courlancy aux observations du public et aux différents thèmes abordés.
- Dans les présentes conclusions :
 - ✓ apprécié le déroulement de l'enquête publique, la crédibilité de l'état initial de l'environnement du projet, l'ampleur des effets du projet et de ses conséquences environnementales et de santé, les mesures compensatoires proposées et les modalités de suivi de ses mesures ;
 - ✓ effectué le bilan des avantages et des inconvénients du projet.

Compte tenu :

- Du cadre juridique cité au paragraphe 1.3. du rapport d'enquête.
- De l'arrêté d'ouverture n° 2015 DIV 09 ENQ du 13 mai 2015 relatif à la présente enquête publique.
- De l'avis de l'autorité environnementale et des réponses du Groupe Courlancy à cet avis.
- Des avis des services consultés.
- De l'ensemble des pièces du dossier soumis à l'enquête publique.

- De la crédibilité de l'état initial de l'environnement du projet.
- Des réponses apportées par Reims Métropole pour remédier au risque de saturation du trafic automobile et pour raccorder les eaux usées du projet au réseau public d'assainissement.
- Des réponses apportées par le Groupe Courlancy aux observations du public et aux thèmes développés par le commissaire enquêteur.

En raison des motifs suivants :

- L'enquête publique s'est déroulée conformément aux modalités fixées par l'arrêté d'ouverture d'enquête.
- Le dossier d'enquête est complet et l'étude d'impact comprend tous les éléments requis par le Code de l'environnement.
- La réalisation d'un projet médical de grande envergure, avec une offre de soins élargie et cohérente, se voulant à la pointe de la technologie et en capacité de s'adapter à la médecine de demain.
- La dynamisation de l'économie et de l'emploi de l'agglomération rémoise.
- Le développement de l'attractivité de la ZAC de Bezannes pour les entreprises du secteur médical.
- L'excellente accessibilité du projet de polyclinique par la route (proximité A4 et A26) et les transports en commun (proximité de la gare TGV, du tramway, du bus) permettant l'accueil de nombreux patients et de leur famille.
- Une architecture de qualité environnementale avec une prédominance « verte » des bâtiments.
- Une architecture en porosité avec l'environnement du site.
- Un projet privé ambitieux (140M€), sans subvention publique, avec une réserve foncière permettant l'externalisation de fonctionnalités (ex : restauration et autres services).
- Une valeur écologique du site très faible, qui permet de dire qu'aucun impact significatif ne devrait être occasionné au regard de la biodiversité et du patrimoine naturel.
- L'absence d'impact sur le milieu physique, la ressource en eau, les réseaux énergétiques et de télécommunication, les servitudes d'utilité publique, le patrimoine bâti et archéologique, les périmètres AOC/AOP, la qualité de l'air, les déchets liés à l'exploitation future de la polyclinique.
- Aucun risque naturel et technologique ne menace le site du projet.
- Le projet de pôle de santé de Bezannes est compatible avec tous les documents de planification (SCOT, SDAGE, SAGE, SRGS, PCAER, PUI de l'agglomération rémoise et PLU de la commune de Bezannes).
- L'absence d'effet cumulé avec ceux d'autres projets connus.

- Les avantages du projet sont supérieurs aux inconvénients, qui sont tous palliés par des mesures adaptées permettant de les éviter ou de les réduire.
En particulier, les actions de Reims Métropole permettront de proposer à la population d'autres solutions de mobilité que le « tout voiture ». L'étude acoustique programmée par le Groupe Courlancy permettra de s'assurer que les seuils réglementaires d'émergence sonore sont respectés.
- De surcroît, le public, l'autorité environnementale et les services consultés n'ont émis aucune observation remettant en cause le projet de polyclinique.

Le commissaire enquêteur :

Attache une importance toute particulière au respect des prescriptions des services consultés et aux engagements pris par le Groupe Courlancy pour prévenir, éviter et réduire les impacts cités en annexe 6 du présent document.

Recommande :

1. compte tenu de l'augmentation du trafic due au déroulement du chantier, la maîtrise d'œuvre doit établir et mettre à jour pendant les travaux un plan précis de circulation (avec créneaux horaires) pour les engins de chantier et les livraisons de matériaux/matériels afin de réduire les encombrements, notamment aux heures de pointe matin, midi et soir.
2. compte tenu de l'augmentation de la circulation routière, qui sera générée par la polyclinique, le Groupe Courlancy doit élaborer, dès l'ouverture du pôle de santé, un plan de déplacements entreprise voire inter-entreprises pour mieux gérer ses déplacements et proposer à ses collaborateurs et salariés d'autres moyens de transport que la voiture individuelle.

Donne en conclusion :

UN AVIS FAVORABLE

à la demande de permis de construire présentée par la S.A. Polyclinique Courlancy pour l'édification, sur le territoire de la commune de Bezannes dans la ZAC, d'un ensemble de constructions à usage de polyclinique.

Nota : les deux recommandations correspondent à des préconisations souhaitées par le commissaire enquêteur. L'autorité compétente peut en tenir compte ou non : l'avis reste favorable.

Fait à Châtillon sur Marne, le 3 août 2015
Le commissaire enquêteur
M. Thierry Malvaux



Nota :

le rapport d'enquête publique, les conclusions motivées du commissaire enquêteur, le dossier d'enquête et les pièces jointes ont été remis à la Direction Départementale des Territoires – Service Environnement Eau Préservation des ressources – Cellule Procédures Environnementales – 40, boulevard Anatole France – BP 60554 – 51022 Châlons-en-Champagne Cedex.

Une copie du rapport et des conclusions motivées a été adressée au Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

ANNEXE 1

PRÉSENTATION TECHNIQUE DU PROJET

(Référence : réunion du 2 juin 2015 entre les représentants du Groupe Courlancy et le commissaire enquêteur)

Caractéristiques principales du projet

- Les différents bâtiments sont considérés comme un seul établissement : ERP type U de 1^{ère} catégorie, effectif 2 450 personnes.
- Objectif de certification HQE du projet.
 - ✓ Le profil retenu prévoit un niveau très performant pour deux des trois cibles de l'item « écoconstruction », dont la n°3: chantier à faible impact.
- Sources électriques communes à tous les bâtiments :
2 GE, 5 transformateurs. Puis, sous comptage sur les alimentations des différentes entités.
- Production de chaleur commune à tous les bâtiments (chaufferie gaz).
- Production de froid par entités (clinique, laboratoire, consultations A, imagerie, consultation B).
- Le principe général retenu est un double flux chauffé en hiver et refroidi en été avec complément par radiateurs pour l'hiver, la climatisation n'est prévue que pour des zones spécifiques : zones techniques (imagerie, laboratoire), de process médical (blocs, labo PMA,...), etc...

Electricité :

Conformément à la réglementation, l'établissement sera alimenté par deux alimentations électriques issues de poste source indépendant :

- une alimentation au Sud de la parcelle ;
- une alimentation au Nord de la parcelle.

Eau potable :

Deux points de raccordements pour le projet:

- un côté Ouest rue Romain ROLLAND ;
- un côté Sud de la parcelle.

Réseau télécom :

Trois points de raccordement prévus au Sud et à l'Est de la parcelle.

Réseau gaz :

Un raccordement demandé Rue Jacob.

Eaux usées :

- Zones spécifiques, traitement particulier des effluents de la manière suivante:
 - médecine Nucléaire : local de stockage des effluents « chauds » prévus en sous-sol ;
 - laboratoire : collecte des effluents par bidons qui sont évacués pour traitement spécifique ;
 - zone mortuaire : collecte des effluents qui sont dirigés vers une cuve de neutralisation ;
 - zone cuisine : le réseau EU est doté d'un séparateur à graisse.
- Trois points de rejets vers le domaine public.
 - des ouvrages spécifiques sont réalisés (bassin de stockage/relevage) pour limiter le débit de rejet vers les réseaux de la ZAC ;
 - un échange a été fait sur ce sujet avec REIMS métropole pour convenir des débits de rejets aux différents points ;
 - des analyseurs en continu testent les rejets avec dispositif d'obturation automatique et alarme en cas de charge organique ou minéral au-dessus des seuils.

Gestion des eaux pluviales:

100 % des eaux pluviales doivent être infiltrées dans une qualité de terrain médiocre en termes d'infiltrations.

ANNEXE 2

LETTRE DE REIMS METROPOLE RELATIVE A L'ACCESSIBILITÉ DU PROJET DE POLYCLINIQUE A BEZANNES

(Lettre ajoutée au dossier d'enquête le 9 juillet 2015)



REIMSMETROPOLE

Le- 9 JUIL. 2015

MONSIEUR THIERRY MALVAUX
COMMISSAIRE ENQUETEUR

Direction des Déplacements
et des Etudes sur les
Espaces Publics

Références
D-LRM2015-2577
AG

Affaire suivie par
Sylvain SACHAU

Téléphone

E-mail

Objet : Enquête publique relative à une demande de permis de construire de la SA Polyclinique COURLANCY, pour l'édification d'une polyclinique dans la ZAC Bezannes

Monsieur le Commissaire enquêteur,

En réponse à votre sollicitation du 10 juin 2015, portant sur l'accessibilité du projet de la clinique Courlancy à Bezannes, je souhaite vous apporter les éléments de réponse suivants :

Pour mémoire, l'avenue de Champagne, et en particulier le rond-point de Champagne, ont été réalisés par l'Etat, et dimensionnés notamment pour accueillir l'échangeur autoroutier du contournement de Reims par l'A4. Cet échangeur était initialement prévu dans l'actuelle emprise de la ZAC Bezannes, et devait être branché sur le rond-point de Champagne, avant d'être déplacé de l'autre côté de la LGV, à Champfleury.

Puis, suite à la décision d'implantation de la gare TGV à Bezannes, la ZAD, puis la ZAC ont été créées. Dans le cadre de la DUP sur le projet d'urbanisation de la ZAC de Bezannes, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserve, et l'opération a été déclarée d'utilité publique par le Préfet le 21 décembre 2005.

De plus, par la décision de Reims Métropole, la desserte de la ZAC a ensuite été améliorée par la mise en service en avril 2011, d'un réseau de tramway, avec une ligne desservant la gare TGV Champagne Ardenne et la ZAC, accompagnée par la réorganisation du réseau de bus introduisant de nouvelles dessertes bus de la gare TGV et de la ZAC.

Reims Métropole a d'ores et déjà engagé des actions pour améliorer la situation sur ce secteur, dans le cadre des réflexions du Plan de Déplacements Urbains, et également faisant suite à l'étude réalisée par EGIS. Ces aménagements sont réalisés au fur et à mesure de l'urbanisation et de l'avancement des besoins.

Ainsi, les actions déjà réalisées sont les suivantes :

- Accessibilité en transports en commun :
 - . Tramway : desserte actuelle de 80 passages aller-retour, soit 16 000 places ;
 - . Bus - ligne 13 : modification du tracé le 6 juillet 2015, pour mieux desservir la ZAC ; 42 passages allers-retours, soit 3 360 places disponibles ;

Toute correspondance
doit être adressée à
Mme la Présidente
de REIMSMETROPOLE
Hôtel de la Communauté
3, rue Eugène Desteuque
51100 Reims



- Bus – ligne 12 : prolongement de cette ligne qui, depuis le 6 juillet 2015, relie Cormontreuil, Murigny et la ZAC Bezannes, jusqu'à la gare TGV Champagne-Ardenne ; 76 passages allers-retours, soit 6 080 places disponibles.
- Accessibilité routière dans la ZAC Bezannes : réaménagement de l'avenue Jean Monnet avec création d'un giratoire et mise à double sens de la rue Jules Méline, pour faciliter l'accès à la clinique.
- Accessibilité piétonne et cyclable : prise en compte des mobilités actives sur l'ensemble des voies de la ZAC et depuis les voies d'accès à la ZAC, et complété par la création d'un mail piéton-cycles le long du tramway, reliant Reims à la gare TGV (promenade Jacques Monod et esplanade Alfred Nobel).
- Stationnement public sur voirie : limitation de l'offre publique gratuite sur voirie n'offrant pas de surcapacité aux besoins de la ZAC afin de ne pas induire un flux automobile non souhaité.

Actions prévues au plus tard pour la mise en service de la clinique :

- Accessibilité en transports en commun :
 - Création d'une station tramway intermédiaire, et située au droit de l'entrée de la clinique ;
 - Déplacement des arrêts de la ligne de bus n°12 au plus près de l'entrée de la clinique.
- Accessibilité routière (travaux en cours) :
 - Prolongement de la rue Louis Renault avec accès allée du Vignoble et rue Joliot Curie ;
 - Bouclage du réseau viaire de la ZAC, avec création de 2 traversées routières de la ligne de tramway (rues Alfred Kastler et rue Louis Renault).
- Accessibilité piétonne et cyclable : sur les voies et au niveau de la station tramway à créer.

Actions envisagées à moyen et long terme : en cours d'études

- Aménagement de l'extrémité de l'avenue Jean Monnet pour faciliter l'insertion des véhicules sur l'avenue de Champagne ;
- Amélioration des dessertes TER, dans le cadre de l'étude des mobilités du triangle marnais visant à favoriser les mobilités alternatives à la voiture notamment sur l'axe Reims-Epernay passant par l'avenue de Champagne.
- Aménagement de l'avenue de Champagne et de ses giratoires en lien avec le Conseil Départemental ;
- Evolution possible du réseau de bus au fur et à mesure de l'urbanisation de la ZAC.
- Reims Métropole prévoit également de conserver en réserves foncières les emprises nécessaires à un éventuel prolongement de la ligne de tramway jusqu'à l'avenue de Champagne.
- Création d'un parking relais en entrée de ZAC coté avenue de Champagne.
- Amélioration de la desserte TC par un tracé utilisant l'avenue de Champagne reliant la ZAC au centre-ville.
- Bouclage de la rocade extérieure sud par la réalisation du barreau Reims-Tinqueux/Ormes.

De plus, si le programme de la ZAC a évolué depuis sa création, notamment avec le projet de clinique, il n'aggrave en rien les difficultés de circulation. En effet, la clinique, génère des flux de circulation plus étalés que les heures de pointe induites par les flux des bureaux.



Globalement, les prévisions de circulation routière projetées à terme ne montrent pas de problème au sein de la ZAC, ni même pour y accéder. La principale problématique de circulation se situe sur l'avenue de Champagne, et n'est pas liée au projet de création de la clinique.

Aussi, il est à noter que les conditions d'accessibilité routière à la clinique offertes par la localisation sur la ZAC de Bezannes ne seront pas dégradées au regard de la situation actuelle offertes par les sites situés aujourd'hui en centre-ville.

Enfin dans le cadre des réflexions en cours pour la révision du Plan de Déplacements Urbains de Reims Métropole, il a été défini que l'organisation de la circulation automobile dans l'agglomération doit permettre de rationaliser l'usage de la voiture dans les secteurs où elle est dispensable au profit de modes plus capacitaires et de l'optimiser là où elle est indispensable ou utile pour permettre à chacun de se déplacer dans le territoire. Ainsi, un juste équilibre devrait émerger, reposant notamment sur les objectifs suivants :

- Proposer des alternatives aux liens actuels inter-quartiers via des itinéraires de rocades qui restent à valider (infrastructures à créer pour compléter le réseau routier).
- Favoriser les usages partagés de l'automobile (covoiturage, autopartage).
- Adopter une stratégie pragmatique et contextualisée en matière de stationnement hors centre-ville (P+R, PLU, zones d'activités, etc...).

Pour conclure, je souhaite également vous informer que toutes ces actions et ces réflexions se doivent d'intégrer les objectifs de Plan de Protection de l'Atmosphère portant particulièrement sur la qualité de l'air de notre territoire et visant à une amélioration du cadre de vie. Ceci nous impose de proposer à nos concitoyens d'autres solutions de mobilité que le « tout automobile ». C'est pourquoi, dans le cadre du Plan de Déplacements Urbains en cours, des actions d'accompagnement au changement de pratiques de mobilités sont envisagées comme la mise en place d'une centrale de mobilités, le renforcement de nos actions de sensibilisation ainsi que l'aide à la mise en place de Plan de Déplacements Inter-Entreprises au sein de nos parcs d'activités dont la ZAC de Bezannes.

Restant à votre disposition, je vous prie d'agréer, Monsieur le Commissaire enquêteur, mes salutations distinguées.

**La Députée de la Marne
Présidente de Reims Métropole**

Catherine VAUTRIN

ANNEXE 3

CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Etudes d'impact des projets de travaux, d'ouvrages et d'aménagements

Article L122-1-2

Si le maître d'ouvrage le requiert avant de présenter une demande d'autorisation, l'autorité compétente pour prendre la décision rend un avis sur le degré de précision des informations à fournir dans l'étude d'impact. Cet avis, dont le contenu est défini par décret en Conseil d'Etat, indique ainsi notamment le degré de précision des informations que doit contenir l'étude d'impact ainsi que les zonages, schémas et inventaires relatifs au lieu du projet. L'autorité compétente pour prendre la décision consulte l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement.

A la demande du pétitionnaire ou maître d'ouvrage, l'autorité compétente pour prendre la décision organise une réunion de concertation avec les parties prenantes locales intéressées par ce projet afin que chacune puisse faire part de ses observations sur l'impact potentiel du projet envisagé.

Les précisions apportées par l'autorité compétente n'empêchent pas celle-ci de faire compléter le dossier de demande d'autorisation ou d'approbation et ne préjugent pas de la décision qui sera prise à l'issue de la procédure d'instruction.

NOTA :

Ces dispositions s'appliquent aux projets dont le dossier de demande d'autorisation, d'approbation ou d'exécution est déposé auprès de l'autorité compétente à compter du premier jour du sixième mois après la publication du décret prévu à l'article L. 122-3 du code de l'environnement tel qu'il résulte de ce même article 230. En ce qui concerne les projets pour lesquels l'autorité compétente est le maître d'ouvrage, le présent chapitre s'applique aux projets dont l'enquête publique est ouverte à compter du premier jour du sixième mois après la publication du même décret.

ANNEXE 4

CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Contenu de l'étude d'impact

Article R. 122-4

Sans préjudice de la responsabilité du pétitionnaire ou maître d'ouvrage quant à la qualité et au contenu de l'étude d'impact, celui-ci peut demander à l'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation, d'approbation ou d'exécution du projet de rendre un avis sur le degré de précision des informations à fournir dans l'étude d'impact, conformément à l'article L. 122-1-2.

Dans sa demande, le pétitionnaire fournit au minimum les éléments dont il dispose sur les caractéristiques principales du projet et, dans la zone qui est susceptible d'être affectée :

- les principaux enjeux environnementaux ;
- ses principaux impacts ;
- quand le projet s'insère dans le cadre d'un programme de travaux, ses liens fonctionnels avec d'autres travaux, ouvrages ou aménagements.

L'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation, d'approbation ou d'exécution consulte sans délai l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement et, pour ce qui concerne les aspects liés à la santé humaine, le ministre chargé de la santé pour les projets mentionnés aux I et II de l'article R. 122-6 ou le directeur général de l'agence régionale de santé pour les autres projets.

Dans son avis, l'autorité compétente précise les éléments permettant au pétitionnaire ou maître d'ouvrage d'ajuster le contenu de l'étude d'impact à la sensibilité des milieux et aux impacts potentiels du projet sur l'environnement ou la santé humaine, notamment le degré de précision des différentes thématiques abordées dans l'étude d'impact.

L'avis de l'autorité compétente indique notamment :

- les zonages, schémas et inventaires relatifs à la ou aux zones susceptibles d'être affectées par le projet ;
- les autres projets connus, tels que définis au 4° du II de l'article R. 122-5, avec lesquels les effets cumulés devront être étudiés ;
- la nécessité d'étudier, le cas échéant, les incidences notables du projet sur l'environnement d'un autre Etat, membre de l'Union européenne ou partie à la Convention du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière signée à Espoo ;
- la liste des organismes susceptibles de fournir au pétitionnaire des informations environnementales utiles à la réalisation de l'étude d'impact.

Cet avis peut également préciser le périmètre approprié pour l'étude de chacun des impacts du projet.

ANNEXE 5

CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Contenu de l'étude d'impact

Article R122-5

I.-Le contenu de l'étude d'impact est proportionné à la sensibilité environnementale de la zone susceptible d'être affectée par le projet, à l'importance et la nature des travaux, ouvrages et aménagements projetés et à leurs incidences prévisibles sur l'environnement ou la santé humaine.

II.-L'étude d'impact présente :

1° Une description du projet comportant des informations relatives à sa conception et à ses dimensions, y compris, en particulier, une description des caractéristiques physiques de l'ensemble du projet et des exigences techniques en matière d'utilisation du sol lors des phases de construction et de fonctionnement et, le cas échéant, une description des principales caractéristiques des procédés de stockage, de production et de fabrication, notamment mis en œuvre pendant l'exploitation, telles que la nature et la quantité des matériaux utilisés, ainsi qu'une estimation des types et des quantités des résidus et des émissions attendus résultant du fonctionnement du projet proposé.

Pour les installations relevant du titre Ier du livre V du présent code et les installations nucléaires de base relevant du titre IV de la loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 modifiée relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire, cette description pourra être complétée dans le dossier de demande d'autorisation en application de l'article R. 512-3 et de l'article 8 du décret n° 2007-1557 du 2 novembre 2007 modifié relatif aux installations nucléaires de base et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives ;

2° Une analyse de l'état initial de la zone et des milieux susceptibles d'être affectés par le projet, portant notamment sur la population, la faune et la flore, les habitats naturels, les sites et paysages, les biens matériels, les continuités écologiques telles que définies par l'article L. 371-1, les équilibres biologiques, les facteurs climatiques, le patrimoine culturel et archéologique, le sol, l'eau, l'air, le bruit, les espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ou de loisirs, ainsi que les interrelations entre ces éléments ;

3° Une analyse des effets négatifs et positifs, directs et indirects, temporaires (y compris pendant la phase des travaux) et permanents, à court, moyen et long terme, du projet sur l'environnement, en particulier sur les éléments énumérés au 2° et sur la consommation énergétique, la commodité du voisinage (bruits, vibrations, odeurs, émissions lumineuses), l'hygiène, la santé, la sécurité, la salubrité publique, ainsi que l'addition et l'interaction de ces effets entre eux ;

4° Une analyse des effets cumulés du projet avec d'autres projets connus. Ces projets sont ceux qui, lors du dépôt de l'étude d'impact :

- ont fait l'objet d'un document d'incidences au titre de l'article R. 214-6 et d'une enquête publique ;
- ont fait l'objet d'une étude d'impact au titre du présent code et pour lesquels un avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement a été rendu public.

Sont exclus les projets ayant fait l'objet d'un arrêté au titre des articles R. 214-6 à R. 214-31 mentionnant un délai et devenu caduc, ceux dont la décision d'autorisation, d'approbation ou d'exécution est devenue caduque, dont l'enquête publique n'est plus valable ainsi que ceux qui ont été officiellement abandonnés par le pétitionnaire ou le maître d'ouvrage ;

5° Une esquisse des principales solutions de substitution examinées par le pétitionnaire ou le maître d'ouvrage et les raisons pour lesquelles, eu égard aux effets sur l'environnement ou la santé humaine, le projet présenté a été retenu ;

6° Les éléments permettant d'apprécier la compatibilité du projet avec l'affectation des sols définie par le document d'urbanisme opposable, ainsi que, si nécessaire, son articulation avec les plans, schémas et programmes mentionnés à l'article R. 122-17, et la prise en compte du schéma régional de cohérence écologique dans les cas mentionnés à l'article L. 371-3 ;

7° Les mesures prévues par le pétitionnaire ou le maître de l'ouvrage pour :

- éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine et réduire les effets n'ayant pu être évités ;
- compenser, lorsque cela est possible, les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits. S'il n'est pas possible de compenser ces effets, le pétitionnaire ou le maître d'ouvrage justifie cette impossibilité.

La description de ces mesures doit être accompagnée de l'estimation des dépenses correspondantes, de l'exposé des effets attendus de ces mesures à l'égard des impacts du projet sur les éléments visés au 3° ainsi que d'une présentation des principales modalités de suivi de ces mesures et du suivi de leurs effets sur les éléments visés au 3° ;

8° Une présentation des méthodes utilisées pour établir l'état initial visé au 2° et évaluer les effets du projet sur l'environnement et, lorsque plusieurs méthodes sont disponibles, une explication des raisons ayant conduit au choix opéré ;

9° Une description des difficultés éventuelles, de nature technique ou scientifique, rencontrées par le maître d'ouvrage pour réaliser cette étude ;

10° Les noms et qualités précises et complètes du ou des auteurs de l'étude d'impact et des études qui ont contribué à sa réalisation ;

11° Lorsque certains des éléments requis en application du II figurent dans l'étude de maîtrise des risques pour les installations nucléaires de base ou dans l'étude des dangers pour les installations classées pour la protection de l'environnement, il en est fait état dans l'étude d'impact ;

12° Lorsque le projet concourt à la réalisation d'un programme de travaux dont la réalisation est échelonnée dans le temps, l'étude d'impact comprend une appréciation des impacts de l'ensemble du programme.

III.-Pour les infrastructures de transport visées aux 5° à 9° du tableau annexé à l'article R. 122-2, l'étude d'impact comprend, en outre :

- une analyse des conséquences prévisibles du projet sur le développement éventuel de l'urbanisation ;
- une analyse des enjeux écologiques et des risques potentiels liés aux aménagements fonciers, agricoles et forestiers portant notamment sur la consommation des espaces agricoles, naturels ou forestiers induits par le projet, en fonction de l'ampleur des travaux prévisibles et de la sensibilité des milieux concernés ;
- une analyse des coûts collectifs des pollutions et nuisances et des avantages induits pour la collectivité. Cette analyse comprendra les principaux résultats commentés de l'analyse socio-économique lorsqu'elle est requise par l'article L. 1511-2 du code des transports ;
- une évaluation des consommations énergétiques résultant de l'exploitation du projet, notamment du fait des déplacements qu'elle entraîne ou permet d'éviter ;

- une description des hypothèses de trafic, des conditions de circulation et des méthodes de calcul utilisées pour les évaluer et en étudier les conséquences.

Elle indique également les principes des mesures de protection contre les nuisances sonores qui seront mis en œuvre en application des dispositions des articles R. 571-44 à R. 571-52.

IV.-Afin de faciliter la prise de connaissance par le public des informations contenues dans l'étude, celle-ci est précédée d'un résumé non technique des informations visées aux II et III. Ce résumé peut faire l'objet d'un document indépendant.

V.-Pour les travaux, ouvrages ou aménagements soumis à autorisation en application du titre Ier du livre II, l'étude d'impact vaut document d'incidences si elle contient les éléments exigés pour ce document par l'article R. 214-6.

VI.-Pour les travaux, ouvrages ou aménagements devant faire l'objet d'une étude d'incidences en application des dispositions du chapitre IV du titre Ier du livre IV, l'étude d'impact vaut étude d'incidences si elle contient les éléments exigés par l'article R. 414-23.

VII.-Pour les installations classées pour la protection de l'environnement relevant du titre Ier du livre V du présent code et les installations nucléaires de base relevant du titre IV de la loi du 13 juin 2006 susmentionnée, le contenu de l'étude d'impact est précisé et complété en tant que de besoin conformément aux articles R. 512-6 et R. 512-8 du présent code et à l'article 9 du décret du 2 novembre 2007 susmentionné.

ANNEXE 6

LES IMPACTS DU PROJET / MODALITÉS DE SUIVI

(REF : page 137 de l'étude d'impact)

EVALUATION ET MODALITES DE SUIVI DES MESURES

Pôle de santé Courlancy/Bezannes

7 - EVALUATION ET MODALITES DE SUIVI DES MESURES

Impacts	Mesures	Modalités de suivi des mesures	Modalités de suivi des effets
CT Les tassements du sol	<ul style="list-style-type: none"> limiter le terrain d'emprise du chantier, installer des voies de chantier préservant les surfaces, utiliser des véhicules de chantier à faible pression sur le sol, éliminer les résidus de chantier, etc... 	Contrôle extérieur du chantier par un coordinateur environnemental pendant et à la fin du chantier	
MT L'imperméabilisation des sols et la collecte des eaux pluviales des zones logistiques	<ul style="list-style-type: none"> collecte éponge, rétention en ouvrage de confinement dérche, avant traitement en décanteur-séparateur lamellaire, puis rejet au milieu naturel 	Entretien annuel et post événements plusieurs des ouvrages hydrauliques.	Prélèvement ponctuel après traitement et avant rejet dans le milieu naturel avec mise à disposition des relevés au public
MT L'imperméabilisation des sols et la collecte des eaux pluviales issues des espaces extérieurs, voiries de desserte, parkings	<ul style="list-style-type: none"> ouvrage de prétraitement de type roue entrelacée sur filtre à sable, adapté pour l'abattement des pollutions routières chroniques 	Entretien annuel et post événements plusieurs des ouvrages hydrauliques.	Suivi qualitatif périodique (recherche d'hydrocarbures) après traitement et avant rejet dans le milieu naturel avec mise à disposition des relevés au public
CT Les pollutions chimiques	<ul style="list-style-type: none"> kit d'intervention comprenant : une réserve d'absorbant, un dispositif de contention sur voirie, un dispositif d'obturation du réseau 	Contrôle extérieur du chantier par un coordinateur environnemental pendant et à la fin du chantier	
CT L'augmentation du trafic due à la circulation des engins de chantier	<ul style="list-style-type: none"> les livraisons de matériaux/matériaux imp conséquentes seront évitées afin de ne pas se cumuler au trafic induit par les heures d'arrivée et de départ des bureaux environnants 		
MT Risque de saturation de certains carrefours de la desserte locale du au trafic généré par le pôle de santé	<ul style="list-style-type: none"> une étude ad hoc doit être envisagée afin de vérifier l'impact du projet sur la circulation locale 		
CT Interruption de 2 servitudes d'utilité publique (PT3 et 14)	<ul style="list-style-type: none"> avant tout commencement de travaux, le maître d'ouvrage devra adresser aux concessionnaires concernés des déclarations d'intention de commencement de travaux (DICT) qui lui permettront de localiser précisément les réseaux et de prendre les précautions nécessaires pour éviter tout accident sur ces derniers. 		
MT Les équipements techniques extérieurs sont susceptibles de générer des niveaux sonores dépassant les exigences réglementaires en termes d'urgence, notamment en période nocturne	<ul style="list-style-type: none"> affiner l'étude acoustique en consolidant les hypothèses de trafic de manière à envisager le besoin en terme de dimensionnement de protections 		
MT Modification du paysage	<ul style="list-style-type: none"> les surfaces libres de tout construction, circulation, aires de stationnement et stationnement seront pay sagées ou plantées. Les parkings de plus de 50 places seront pay sagés et délimités par des pelouses, plantes couvre-sol ou haies. De plus, les pelouses seront également végétalisées la ture de la plateforme logistique est sous un talus entéché ce qui contribue fortement à son intégration visuelle. Elle ne sera pas visible depuis le tramway et le mail partie 	Contrôle extérieur du chantier par un coordinateur environnemental pendant et à la fin du chantier	
CT Production de déchets	<ul style="list-style-type: none"> réalisation des déblais de chantier par le bois d'une valorisation à hauteur de 75% 	Récupérer les bordereaux de mise en décharge des déblais pollués	Analyse chimique des échantillons de déblais suivant les normes en vigueur

Temporalité des impacts :

CT = court terme

MT = moyen terme

LT = long terme

Types de mesures retenues :

- mesure de prévention

- mesure d'évitement

- mesure de réduction

- mesure de compensation

PIÈCES JOINTES

Liste des pièces jointes

- Le dossier d'enquête publique avec tous les documents figurant aux paragraphes 1.5. et 1.5.1. du rapport d'enquête.
- La lettre recommandée avec avis de réception adressée le 10 juin 2015 à Mme Vautrin (Présidente de Reims Métropole) concernant une demande d'audition et de document.
- Le mail adressé le 16 juillet 2015 à Mme Agnès Chérère (Reims Métropole) concernant les demandes de réponse à deux observations du public.
- Le bordereau de remise de documents au Groupe Courlancy daté du 20 juillet 2015 avec le procès-verbal de synthèse des observations du public et les thèmes abordées par le commissaire enquêteur.
- Le certificat de publication et d'affichage signé du maire de Bezannes le 16 juillet 2015.
- Les réponses du Groupe Courlancy au procès-verbal de synthèse des observations du public et aux thèmes abordées par le commissaire enquêteur.
- Les réponses de Reims Métropole à deux observations du public.